

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 8 AVRIL 2026**

**OBJET : COMMUNICATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU MARDI 24 FÉVRIER 2026**

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 30	Nombre de votants : 33	Date de la convocation : 2 avril 2026
---	--	---------------------------	--

L'an deux mille vingt-six, le huit avril à dix-huit heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. William COMBES, Mme Christine BÉNET, M. El Mahdi DAHBI, Mme Françoise CASTEL, M. Michel MASUYER, Mme Sabrina FITO, M. Laurent MARTINEZ, Mme Corinne ARMERO, M. Alain GARCIA, Mme Mireille SANTINI, M. Bernard ROUSSET, M. Christian ROIG, M. Philippe GALANO, M. Erik LE MOAL, Mme Christine FOULQUIER, M. Thierry CAUMEIL, M. Jérôme BACAVE-ESTEVE, Mme Angélique ARCIET, Mme Vanessa BESLER, Mme Émilie FABREGAT, Mme Carol-Ann EHRHARD, Mme Pauline VILCHEZ, Mme Mélinda MARTIN, M. André HERNANDEZ, M. Denis PROVENT, M. Thierry DENARD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Valérie DUMONTET, Mme Dominique GEA

Étaient absents :

M. Jean-Charles PITT, Mme Magali GARY-BOBO, M. Michel CANO

Avaient donné mandat :

M. Jean-Charles PITT à Mme Corinne ARMERO, Mme Magali GARY-BOBO à M. Gérard FORCADA, M. Michel CANO à M. Thierry DENARD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christine BÉNET

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20260408-2026-42-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/04/2026  
Publication : 16/04/2026

Pour le Maire



L'an deux mille vingt-six, le vingt-quatre février à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, M. Alain GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE (jusqu'à 20h), M. Jean-Paul PUJOL, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Béatrice ARNAUD, M. Denis PROVENT, Mme Corinne ROLLAND

Étaient absents :

M. Guy VIVÈS, Mme Sylvie DANRÉ, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE (à partir de 20h), M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Laurent ROUGÉ, Mme Valérie FERRET, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Marion FORATO

Avaient donné mandat :

M. Dominique JOLIS à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Jean-Claude LAVAUD à Mme Martine JAFFUS, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Valérie FERRET à M. Jean-Paul PUJOL, Mme Marie-Claude MARTINEZ à M. Thierry DENARD et Mme Marion FORATO à M. Rémi PÉNAVAIRE

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : William COMBES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

## **PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 24 FEVRIER 2026**

### **Ordre du jour**

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Installation d'une nouvelle conseillère municipale
2. Proposition de désignation et de commercialisation des arbres arrachés, cassés et chablis de la forêt communale par l'ONF à la suite du passage de la tempête NILS

### **Fonctionnement des institutions communales**

3. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 26 janvier 2026
4. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L.2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

### **Environnement et développement durable**

5. Information du Conseil municipal relativement à une autorisation d'installation classée – Annexe

### **Affaires juridiques**

6. Avis de la commission d'indemnisation des commerçants dans le cadre des travaux du Cours de la République
7. Convention de mise à disposition d'un bien communal au bénéfice de la CCRLCM – Annexe

### **Gestion des services publics**

8. Rapport d'activités du service public du camping municipal – Annexe

### **Gestion du domaine foncier communal**

9. Convention de servitude de passage — Parcelle BD 44 — Annexe

### **Gestion des ressources humaines**

10. Fixation des taux de promotion 2026 relatifs aux avancements de grade
11. Modification de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à la filière police municipale – Part fixe
12. Créations de postes dans le cadre des avancements de grade pour l'année 2026 – Annexe

### **Culture et patrimoine**

13. Avenant à la convention avec le Centre Départemental de Gestion de l'Aude relative à la documentation et à l'archivage

### **Habitat et politique de la ville**

14. Avenant n° 1 à la convention "Petites Villes de Demain" valant Opération de Revitalisation du Territoire de Lézignan-Corbières
15. Convention "Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain" – Annexe
16. Financement de projets retenus dans le cadre de l'appel à projets 2026 "Politique de la ville – Cité éducative"

### **Prévention et sécurité civile**

17. Création d'une FATO et d'une station d'avitaillement au sein de l'aérodrome Pierre-Georges LATÉCOÈRE

### **Santé publique**

- 18. Convention entre la commune et la Fondation 30 Millions d'amis pour la stérilisation et l'identification des chats libres sauvages – Annexe
- 19. Convention entre la commune, l'association « Lézi'chat – Protection féline de Lézignan » et la clinique FamilyVets – Annexe

### **Education, animation et jeunesse**

- 20. Création d'un restaurant scolaire à l'école Mistral – Approbation du projet et demande de subventions
- 21. Demande de subventions pour la modernisation du restaurant scolaire de l'école Frédéric Mistral situé rue Marceau
- 22. Demande de subventions pour le programme de pose de systèmes de climatisation dans les écoles de la collectivité

### **Economie et commerce de proximité**

- 23. Aides à l'économie. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville

### **Marchés publics**

- 24. Adhésion l'association Réseau des achats responsables en Occitanie (RES'OCC)

### **Finances**

- 25. Acompte de subventions aux associations sur le budget 2026
- 26. Sollicitation d'un financement auprès de la CCRLCM pour le projet de rénovation de la rue Gérard Philippe
- 27. Débat d'orientation budgétaire 2026 – Annexe

## **NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE**

## **DOSSIER N° 1**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : INSTALLATION D'UNE NOUVELLE CONSEILLÈRE MUNICIPALE - ANNEXE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-1 ; L.2121-4 ; R.2121-2 ;

Vu le Code électoral et notamment les articles L.52 et L.270 ;

Considérant le décès de Mme Ginette BARRAU-FERRET, conseillère municipale, le 16 février 2026 ;

Considérant l'inéligibilité du candidat venant immédiatement après le dernier élu de la liste « Un autre Lézignan, oui c'est possible » de siéger au Conseil municipal ;

Considérant l'acceptation de siéger au sein du Conseil municipal de part de Mme Corinne ROLLAND, élue suivante de la liste « Un autre Lézignan, oui c'est possible » ;

Aux termes des dispositions de l'article L. 270 du Code électoral, et sauf refus exprès de l'intéressé, le remplacement du conseiller municipal démissionnaire est assuré par « le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu ».

Par conséquent, Mme Corinne ROLLAND, candidate venant immédiatement après le dernier élu sur la liste « Un autre Lézignan, oui c'est possible » est désignée pour remplacer Mme Ginette BARRAU-FERRET au sein du Conseil municipal en date du 16 février 2026.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de l'installation de Mme Corinne ROLLAND en qualité de conseillère municipale en date du 16 février 2026, à la suite du décès de Mme Ginette BARRAU-FERRET.

## **DOSSIER N° 2**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : SERVICES TECHNIQUES

THÈME : ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : ÉTAT D'ASSIETTE ET DESTINATION DES COUPES DE BOIS À LA SUITE DU PASSAGE DE LA TEMPÊTE NILS

Vu le Code forestier ;

Vu l'article L. 2122-21 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la demande présentée par les agents de l'ONF ;

À la suite du passage de la tempête NILS le 12 février 2026 notamment sur le département de l'AUDE, de graves problèmes rencontrés en matière de gestion de la forêt communale ont été constatés par les agents de l'ONF.

Au titre de l'urgence et de la sécurité, l'ONF propose la désignation et, dans la mesure du possible, la commercialisation des arbres arrachés, cassés et chablis, répartis sur notre forêt communale selon la proposition suivante :

Parcelle (UG)	Destination : Vente ou Délivrance
Forêt communale parcelles	Vente
1A2A 3A 4A 5A 6A 7A 8A 9A 10A 11A 12A 13A 14A 15A 16A 17A 18A 19A 20A 21A 22A 23A	Vente

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** l'état d'assiette des coupes proposées et la désignation et la commercialisation des arbres arrachés, cassés et chablis de la forêt communale par l'ONF selon la proposition exposée ci-dessus.

**2/D'autoriser** M. le Maire à fixer en relation avec l'ONF le prix moyen unitaire des bois à exploiter et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

### **DOSSIER N° 3**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : APPROBATION DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 2026

**Voir le dossier envoyé**

### **DOSSIER N° 4**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : LISTE DES DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L. 2122-23, L. 2121-29 et suivants ;

Vu la délibération n° 2020-167 du 24 septembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire ;

Je vous rends compte des décisions suivantes prises conformément à la délégation d'attributions du Conseil municipal en ma faveur :

2026-06

23/01/2026

Décision de lancer une procédure de consultation pour les travaux de réaménagement et de rénovation de la voie d'accès au nouvel EHPAD pour un montant estimatif de 450 000,00 € HT et de solliciter officiellement auprès de la Communauté de Communes Région Lézniganaise, Corbières et Minervois (CCRLCM) le versement d'un fonds de concours au titre de la participation au financement de cette opération d'intérêt territorial.

2026-07	29/01/2026	Décision de conclure avec l'ESAT Jean CAHUC une convention de prestations de services pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2026 pour un montant total de 7 610,00 euros HT (9 132,00 TTC). Les prestations sont relatives à l'entretien d'espaces verts situés sur des terrains communaux, et l'évacuation de déchets.
2026-08	29/01/2026	Décision de conclure avec l'ESAT 3 terroirs une convention de prestations de services pour l'année 2026 relative à l'entretien d'espaces verts situés sur des terrains communaux au Clos des amandiers, et l'évacuation de déchets. Cette convention de prestations de services est conclue pour un montant total de 2 660,00 euros HT (3 192,00 euros TTC), comprenant 4 intervention de 665,00 euros HT chacune.
2026-09	29/01/2026	Décision de conclure avec l'ESAT 3 terroirs une convention pour l'année 2026 relative à l'entretien d'espaces verts situés sur des terrains communaux rue Iris et rue des Capucines, et l'évacuation de déchets. Cette convention de prestations de services est conclue pour un montant total de 1 360,00 euros HT (1 632,00 euros TTC), comprenant 4 intervention de 340,00 euros HT chacune).
2026-10	SO	Numéro non attribué
2026-11	13/02/2026	Décision de passer une convention d'honoraires pour une prestation de procès-verbal de constat de dégâts matériels sur le terrain de camping à la suite du passage de la tempête Nils le 12 février 2026, avec une société de commissaires de justice. Décision de payer les montants suivants pour la réalisation de cette prestation : 450,00 € HT pour la 1 <sup>ère</sup> demi-heure, 300,00 € HT chaque demi-heure entamée, 200,00 € HT pour la rédaction du procès-verbal et sa transcription sur une clé USB, et 150,00 € HT de frais pour intervention urgente.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations

## **DOSSIER N° 5**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES



THÈME : ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

RAPPORTEUR : Bérengère LECEA

OBJET : INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL RELATIVEMENT À UNE AUTORISATION D'INSTALLATION CLASSÉE - ANNEXE

Vu les articles R. 181-1 à D. 171-57 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'autorisation environnementale déposée le 7 juin 2025 présentée par la SCI Logistique Occitane auprès de la Préfecture de l'Aude concernant un projet de stockage de déchets dangereux type batteries lithium usagées à Lézignan-Corbières ;

Vu l'avis d'ouverture de consultation du public relatif à cette demande d'autorisation du 28 août 2025 au 28 novembre 2025 ;

Vu la délibération n° 2025-110 du 23 septembre 2025 relative à l'avis du Conseil municipal sur une demande d'autorisation environnementale – Projet de stockage de déchets dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral N° DREAL-UID11/66-C1-2026-002 du 14 janvier 2026 ci-annexé ;

Vu le courrier adressé à M. le Maire par M. le Préfet de l'Aude le 21 janvier 2026 ;

À la suite de l'instruction de la demande de SCI Logistique Occitane concernant un projet de stockage de déchets dangereux type batteries lithium usagées à Lézignan-Corbières, situé dans la Zone d'Activité CAUMONT II – La Plaine, la préfecture de l'Aude a autorisé l'exploitation de cette installation classée.

L'arrêté préfectoral N° DREAL-UID11/66-C1-2026-002 du 14 janvier 2026 portant autorisation environnementale d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement, entrepôt logistique et réception et stockage de batteries LFP (Li fer Phosphate) lithium-ions défectueuses/défaillantes, sur le territoire de la commune est annexé à la présente doit être communiqué à l'assemblée délibérante.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de cette communication.

## **DOSSIER N° 6**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : AFFAIRES JURIDIQUES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : AVIS DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION DES COMMERÇANTS DANS LE CADRE DES TRAVAUX DU COURS DE LA RÉPUBLIQUE – DEUXIÈME PHASE

Vu le Code de justice administrative,

Vu les articles L.410-1 à L.432-1 du Code des relations entre le public et l'administration,

Vu les articles 2044 à 2052 du Code civil relatifs aux transactions,

Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

Vu la délibération n° 2024-003 du 23 janvier 2024 portant création de la commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République et de son règlement de fonctionnement,

Vu la délibération n° 2024-047 du 27 mars 2024 portant modification de la composition de la commission de la commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République,

Vu les procès-verbaux des réunions de la Commission d'indemnisation des commerçants du Cours de la République en date du 28 novembre 2025 et du 30 janvier 2026,

La commune de Lézignan-Corbières a mis en place une commission d'indemnisation amiable destinée aux professionnels riverains qui se trouvent intégrés dans le périmètre des travaux du Cours de la République. Cette instance consultative et impartiale a pour mission de leur permettre de demander une réparation des troubles pouvant être générés par ces travaux, dans des délais plus courts que ceux résultant d'une procédure juridictionnelle.

Conformément à la réglementation en vigueur et à la jurisprudence du Conseil d'État, les dommages qui sont susceptibles d'être indemnisés sont ceux qui dépassent les contraintes générales et normales auxquelles les commerçants et professionnels riverains des voies publiques concernées sont soumis. Ces derniers ont reçu de la part de la municipalité un dossier de demande avec la liste des pièces justificatives à fournir. Ce dossier était également téléchargeable depuis le site internet de la commune et devait être retourné au plus tard le 27 septembre 2025 à minuit.

À la suite de la remise des dossiers de demande d'indemnisation, la commission d'indemnisation amiable s'est réunie le 28 novembre 2025 et le 30 janvier dernier, pour se prononcer sur la recevabilité des demandes, et pour procéder aux calculs des montants devant constituer les indemnités proposées. La commission a statué sur les dommages subis pendant la deuxième phase des travaux, soit du 16 septembre 2024 au 11 juillet 2025. La charge de la preuve du préjudice incombe aux commerçants qui s'estiment lésés, c'est pourquoi la commission s'est d'abord prononcée sur la recevabilité de chaque demande en analysant les pièces des dossiers (documents comptables ou administratifs) attestant de manière évidente une baisse d'activité importante et directement liée aux travaux du Cours de la République, mettant en cause la viabilité de l'entreprise. Lors des réunions, les dossiers des entreprises suivantes ont été examinés :

- SARL « GASTON VIANDES », représentée par M. Fabrice DURDUX
- EI « TABAC LES GAMBÉ », représentée par Mme Lucie GAMBÉRONI
- SIAP « L'ATELIER DU GOURMET », représenté par M. Philippe SIMON
- SARL « CLAUDINE », représentée par Mme Claudine FORATO
- SAS « ELAU », représentée par Mme Audrey SEMAT
- SARL « AUDOPTIQUE », représentée par M. Sylvain BOCCANFUSO
- EI « YVES ROCHER », représentée par Mme Isabelle GAY

- SARL «LE PANIER FRAIS DE DAVID», représentée par M. David CREMONESE
- SAS «LE CONTI», représentée par M. Damien AUSSAGUEL
- SARL «MVIE», représentée par Mme Véronique CHANY
- SAS «MODERN COIFFURE», représentée par M. Youssef CHABAL
- SELARL «PHARMACIE NOUVELLE», représentée par Mme POINSIGNON

Afin de procéder à l'indemnisation des commerçants dont l'entreprise a subi une baisse de chiffre d'affaires attestée, due aux travaux de réfection du Cours de la République entrepris par la commune, celle-ci doit conclure un protocole d'accord transactionnel avec chacun. Cet accord doit permettre un règlement amiable de la situation litigieuse impliquée par les dommages subis, ce qui implique de la part des demandeurs qu'ils renoncent à toute action en justice ayant pour objet la même demande.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** les avis formulés par la commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République relatifs aux montants des indemnités correspondant aux baisses de chiffres d'affaires des entreprises ayant déposé une demande, tels qu'exposés ci-dessus.

**2/D'autoriser** M. le Maire à signer un protocole d'accord transactionnel avec chaque demandeur dont le dossier a été déclaré recevable par la commission pour le paiement des indemnités accordées et à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**3/De dire** que les sommes correspondant aux indemnités devant être versées aux demandeurs feront l'objet d'une imputation à ouvrir sur le budget de l'année 2026 de la commune.  
Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 7**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : AFFAIRES JURIDIQUES

RAPPORTEUR : Bérengère LECEA

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN BIEN COMMUNAL AU BENEFICE DE LA CCRLCM - ANNEXE

Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

L'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) "La Lauseta" à Lézignan-Corbières est géré pendant les vacances scolaires par la CCRLCM et exerce ses activités habituellement sur le Complexe sportif de GAUJAC. A la suite de la tempête Nils ayant causé de nombreux dégâts matériels sur ce terrain, la commune entend mettre à disposition de la CCRLCM les locaux de l'école DAUDET afin que l'ALSH "La Lauseta" puisse continuer à organiser ses activités. À cette fin, une convention de mise à disposition des locaux communaux doit être signée entre la commune et la CCRLCM. Il est demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** la mise à disposition des locaux de l'école Daudet durant les vacances scolaires au bénéfice de la CCRLCM afin que le centre «La Lauseta» puisse continuer d'organiser ses activités d'ALSH

**2/D'approuver** le projet de convention annexé à la présente

**3/D'autoriser** M. le Maire à signer la convention de mise à disposition de bâtiments communaux au bénéfice de la CCRLCM et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 8**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : GESTION DES SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : Christine BÉNET

OBJET : RAPPORT D'ACTIVITÉS DU SERVICE PUBLIC DU CAMPING MUNICIPAL - ANNEXE

Vu les articles L.1411-1 à L. 1411-19 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 2024-124 du 15 novembre 2024 portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du camping municipal ;

Vu le contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du camping municipal entre la commune et la SARL (Camping la Pinède» signé le 3 décembre 2024 ;

Par la délibération n° 2024-124 du 15 novembre 2024, le Conseil municipal a approuvé le choix de la SARL «Camping la Pinède» en qualité de délégataire de service public du camping de la commune pour une durée de 18 ans. Un contrat de délégation de ce service public a ensuite été signé entre la commune et le gérant de la SARL «Camping la Pinède» le 3 décembre 2024. Ce contrat prévoit notamment la production d'un rapport annuel du délégataire à partir de l'année 2026 ainsi que l'exige la loi. Il devra être produit par le gérant du camping municipal avant le 1<sup>er</sup> juin de cette année.

Néanmoins, afin de permettre au Conseil municipal de disposer d'informations sur les actions et réalisations effectuées depuis le début de l'exécution du contrat, soit depuis le mois de janvier 2025, il a été demandé au délégataire de fournir un premier document de synthèse. Ce document est annexé à la présente et souligne les actions et événements de cette gestion sur la période allant de début janvier 2025 à début janvier 2026.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations.

## **DOSSIER N° 9**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER IMMOBILIER

RAPPORTEUR : Michel MASUYER

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE — PARCELLE BD 44 — ANNEXE

Vu l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles 682 à 685-1 du Code civil ;

Vu la demande de droit de passage sur la parcelle BD 44 formulée par la SCI ALLIANCE VCMS afin de desservir un projet d'aménagement ;

Vu la demande de modification de la délibération n° 2024-147 du 19 décembre 2024 par la SCCV ALLIANCE VCMS relative à l'assiette de la servitude de passage ;

La délibération du Conseil municipal n° 2024-147 du 19 décembre 2024 a autorisé M. le Maire à signer une convention de servitude de passage avec la SCI ALLIANCE VCMS afin que celle-ci puisse permettre la circulation entre son terrain et la voie publique. Le projet de convention de servitude concernait la parcelle BD 44 appartenant à la commune et la parcelle BD 69 appartenant à la société.

Or, le notaire de cette dernière a demandé que le Conseil municipal précise l'assiette de la servitude qui est constituée, non seulement de la parcelle BD 69, mais aussi des parcelles BD 40, BD 94, et D 1212 qui jouxtent la parcelle BD 69. Ainsi, la servitude constituée permettra la circulation sur l'ensemble de l'emprise du projet de la société.

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** le projet de convention de servitude de passage entre la commune de Lézignan-Corbières et la SCVV ALLIANCE VCMS entre la parcelle BD 44 et les parcelles BD 69, BD 40, BD 94 et D 1212 pour l'euro symbolique

**2/D'autoriser** Monsieur le Maire à signer l'acte authentique constituant une convention de servitude devant notaire, ainsi que toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre. Il est à noter que les frais de notaire et tout frais annexe seront à la charge de la SCI ALLIANCE VCMS

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 10**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : FIXATION DES TAUX DE PROMOTION 2026 RELATIFS AUX AVANCEMENTS DE GRADE

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique territoriale ;

Vu les décrets portant statut particulier des cadres d'emplois territoriaux ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial ;

Vu le tableau des effectifs de la commune ;

En application de l'article L.522-27 du Code général de la fonction publique, il appartient aux assemblées délibérantes de chaque collectivité de fixer le taux de promotion pour chaque grade d'avancement relevant d'un cadre d'emploi figurant au tableau des effectifs de la collectivité à l'exception de ceux relevant du cadre d'emploi des agents de police municipale, après avis du Comité Social Technique. Ce taux doit être compris entre 0 et 100.

Il est demandé au Conseil Municipal de fixer les taux de promotion applicables à l'effectif des fonctionnaires des cadres d'emplois remplissant les conditions d'avancement au grade supérieur pour obtenir le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus.

Il est précisé que le taux retenu, exprimé sous forme d'un pourcentage, reste en vigueur tant qu'une nouvelle décision de l'organe délibérant ne l'a pas modifié. Dans ces conditions, le taux de promotion de chaque grade d'avancement relevant d'un cadre d'emplois figurant au tableau des effectifs de la collectivité pourrait être fixé de la façon suivante :

CADRE D'EMPLOIS	CATEGORIES	GRADES D'AVANCEMENT	Taux
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>			
Attaché	A	Attaché principal	100 %
Rédacteur	B	Rédacteur Principal 1 <sup>ère</sup> classe	0 %
Adjoint administratif	C	Adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe	100 %
<b>TECHNIQUE</b>			

Agents de maîtrise	C	Agent de maîtrise principal	100 %
Adjoint technique	C	Adjoint technique principal 1 <sup>ère</sup> classe	44 %
	C	Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	33 %

### **SOCIALE**

Agents sociaux	C	Agent social principal 1 <sup>ère</sup> classe	66 %
----------------	---	---	------

### **POLICE MUNICIPALE**

Agent de police municipale	C	Brigadier-Chef principal	50 %
-------------------------------	---	--------------------------	------

Il est demandé au Conseil Municipal :

**1/D'approuver** la fixation des taux de promotion applicables à l'effectif des fonctionnaires des cadres d'emplois remplissant les conditions d'avancement de grade selon le tableau ci-dessus.

**2/D'autoriser** Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

### **DOSSIER N° 11**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : MODIFICATION DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION E TD'ENGAGEMENT A LA FILIERE POLICE MUNICIPALE – PART FIXE

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 94-731 du 24 août 1994 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu le décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale ;

Vu le décret n° 2006-1392 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale ;

Vu le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;  
Vu le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres ;  
Vu la délibération n° 60 du 14 octobre 2011 modifiant la délibération n° 93 du 27 juin 2007 portant protocole d'application du régime indemnitaire des agents de la ville de Lézignan Corbières ;  
Vu la délibération n° 61 du 14 octobre 2011 modifiant la délibération n° 94 du 27 juin 2007 ;

À la suite de la refonte du régime indemnitaire de la filière de police municipale issue du décret n° 2024-614 entré en vigueur le 29 juin 2024, une Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) peut être versée aux fonctionnaires relevant de ladite filière. L'ISFE est constituée d'une part fixe et d'une part variable, déterminées dans les conditions suivantes :

- La part fixe de l'ISFE est calculée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension, un taux individuel
- La part variable de l'ISFE est fixée dans la limite de montants réglementaires.

Il est ainsi fixé les taux et montants comme suit :

CADRE D'EMPLOIS	Part fixe (dans la limite des taux suivants)	Part variable (dans la limite des montants suivants)
Chef de service de police municipale	32 %	7 000 €
Agents de police municipale	30 %	5 000 €

S'agissant de la part fixe, et dans le cadre d'une réorganisation du service, il est proposé de modifier les taux de la façon suivante :

- Chef de service de PM : **32 %**
- Responsable de service : **30 %**
- Adjoint au chef de service : **28 %**
- Agents de police municipale : **25 %**

Il est ainsi proposé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** à compter du 1<sup>er</sup> mars 2026 la nouvelle répartition des taux concernant la part fixe, tels qu'exposés ci-dessus.

**2/D'autoriser** M. le Maire à signer tous les actes relatifs à l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement de la filière police municipale afin de mettre en œuvre la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 12**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : CREATIONS DE POSTES DANS LE CADRE DES AVANCEMENTS DE GRADE POUR L'ANNÉE 2026 - ANNEXE

Vu le Code général de fonction publique ;  
Vu le Code général des collectivités territoriales ;  
Vu le tableau des effectifs existant ;  
Vu les crédits inscrits au budget ;

Conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil municipal, de modifier le tableau des effectifs, afin de permettre la nomination des agents dans le cadre des avancements de grade pour l'année 2026.

L'avancement de grade correspond à un changement de grade à l'intérieur d'un cadre d'emploi. Il permet d'accéder à un niveau de fonction et d'emplois plus élevés. L'autorité territoriale recense grade par grade l'ensemble des agents remplissant les conditions pour avancer au grade supérieur.

Il est proposé au Conseil municipal de créer les postes correspondants à ces avancements et ne figurant pas à ce jour au tableau des effectifs.

- Création d'un poste d'attaché principal à temps complet
- Création d'un poste de brigadier-Chef principal à temps complet
- Création de deux postes d'agent de maîtrise principal à temps complet
- Création d'un poste d'agent social principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet
- Création d'un poste d'agents social principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps non complet

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** la modification du tableau des emplois annexé à la présente délibération

**2/D'autoriser** M. le Maire à signer toute pièce nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération

**3/D'inscrire** au budget les crédits correspondants.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 13**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : DEVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : CULTURE ET PATRIMOINE

RAPPORTEUR : Bérengère LECEA

OBJET : AVENANT À LA CONVENTION AVEC LE CENTRE DEPARTEMENTAL DE GESTION DE L'AUDE RELATIVE À LA DOCUMENTATION ET A L'ARCHIVAGE

Vu l'article L. 211-4 du Code du patrimoine qui attribue notamment la qualité d'archives publiques à l'ensemble des documents qui procèdent de l'activité, dans le cadre de leur mission de service public, de l'État et des collectivités locales, ainsi qu'aux minutes et aux répertoires des officiers publics et ministériels.

Vu les articles R.212-1 et suivants du Code du patrimoine qui régissent leur collecte et leur conservation, ces dernières étant motivées par l'intérêt public, tant pour les besoins de la gestion et de la justification des droits des personnes physiques ou morales, publiques ou privées, que pour la documentation historique de la recherche.

Vu la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 modifiée (*JO 16 juill. 2008, p. 11322*) relative aux archives qui a permis une plus large ouverture des archives publiques, la conservation, sous certaines conditions, d'archives publiques par des sociétés privées ainsi qu'une aggravation des sanctions pénales en cas de destruction illégale, de détournement ou de soustraction d'archives.

Vu la circulaire n° 218-03/C1/1-6-8-3/GA/CD, du ministère de la Justice en date du 25 mai 2009 qui a précisé le régime d'accès aux registres et aux actes de l'état civil.

Vu la circulaire n° MCC1019768C du ministère de la Culture et de la Communication du 23 juillet 2010 qui a précisé les règles relatives à la certification conforme des documents conservés dans les dépôts d'archives publics.

Vu la délibération n° 2025-01 en date du 20 janvier 2025 portant création d'un service municipal de documentation et de gestion des archives ;



Par délibération en date du 20 janvier 2025, le Conseil municipal a décidé, d'une part, de créer un service municipal de documentation et d'archivage et, d'autre part, de solliciter l'intervention du Centre Départemental de Gestion de l'Aude (CDG11) afin qu'une archiviste professionnelle puisse aider à la mise en œuvre d'un service municipal de documentation et d'archivage. L'intervention de cet agent est passée en 2025 par plusieurs étapes/

- 1<sup>ère</sup> étape : Sensibilisation à l'archivage de l'ensemble du personnel.
- 2<sup>ème</sup> étape : Rencontre avec l'ensemble des services pour dresser un état des lieux de l'archivage au sein de la collectivité.
- 3<sup>ème</sup> étape : Désignation de référents archives en interne
- 4<sup>ème</sup> étape : Réalisation d'un tableau de gestion des archives communales et mise en place d'une procédure d'archivage, mise en place d'une procédure d'archivage, réalisation d'un tableau de gestion, organisation des locaux de préarchivage et préparation des futurs versements d'archives.
- 5<sup>ème</sup> étape : Organisation d'une journée régulière d'archivage pour impliquer l'ensemble des agents dans les opérations d'archivage
- 6<sup>ème</sup> étape : Organisation du récolement pré-élection municipale au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2026.

A l'issue de cette 6<sup>ème</sup> étape, le CDG11 a proposé de suivre le fonctionnement du service municipal de documentation et d'archivage pendant une durée d'un an. Le CDG11 a soumis un devis d'intervention de 13 860 euros, le 16 octobre 2025, au Maire de Lézignan-Corbières visant à poursuivre pendant un an cette mission d'assistance. Il est ainsi nécessaire d'apporter un avenant à la convention entre la commune et le CDG11 afin de prolonger cette collaboration pour une durée d'une année à partir de la date de signature de celui-ci, soit à partir du 6 février 2026. Il est demandé au Conseil municipal :

**1/D'autoriser** M. le Maire à poursuivre la collaboration avec le CDG11 en matière de documentation et d'archivage et à signer l'avenant à la convention initiale.

**2/D'autoriser** le paiement de la somme de 13 860 euros au CDG11 pour son intervention.

**3/D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 14**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : SERVICES TECHNIQUES

THÈME : HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE

RAPPORTEUR : Michel MASUYER

OBJET : AVENANT N° 1 A LA CONVENTION "PETITES VILLES DE DEMAIN" VALANT OPÉRATION DE REVITALISATION DU TERRITOIRE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES

Vu le programme national "Petites Villes de Demain" ;

Vu la délibération n° 2023-44 du 28 mars 2023 relative au périmètre d'application de l'Opération de Revitalisation du Territoire ;

Vu la convention Petites Villes de Demain valant Opération de Revitalisation du Territoire signée le 16 juin 2023 ;

La convention cadre "Petites Villes de Demain" (PVD) valant Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) de LÉZIGNAN-CORBIÈRES conclue initialement le 16 juin 2023 fixait les modalités de mise en œuvre de l'Opération de Revitalisation de Territoire et du programme "Petites Villes de Demain", afin de revitaliser le centre-ville du territoire de la commune. Cette convention portait sur deux objets complémentaires :

- L'Opération de Revitalisation des Territoires, dispositif défini par l'article L. 303-2 du Code de la construction et de l'habitation,
- Le programme Petites Villes de Demain porté par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires dont l'échéance, initialement fixée au 31 mars 2026, a été prorogée au 31 décembre 2026.

L'avenant proposé a pour objet de proroger la durée de validité de ladite convention, afin de permettre la poursuite et l'achèvement des actions prévues.

Le volet de la convention portant sur le programme Petites Villes de Demain sera ainsi prorogé jusqu'au 31 décembre 2026, conformément à l'instruction transmise aux Préfets de Région, soit une prolongation de la convention de 9 mois.

Le volet "Opération de Revitalisation des Territoires" quant à lui, fait l'objet d'une prorogation jusqu'au 31 décembre 2032 soit une prolongation de 3 ans.

Il est précisé que cet avenant prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties prenantes.

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** l'avenant à la convention Petites Villes de Demain et Opération de Revitalisation du Territoire.

**2/D'approuver** la prorogation du volet de la convention portant sur le programme Petites Villes de Demain jusqu'au 31 décembre 2026.

**3/D'approuver** la prorogation du volet de la convention portant sur "Opération de Revitalisation du Territoire" jusqu'au 31 décembre 2032.

**4/D'autoriser** M. le Maire à signer cet avenant et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 15**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : SERVICES TECHNIQUES

THÈME : HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE

RAPPORTEUR : Michel MASUYER

OBJET : CONVENTION "OPERATION PROGRAMMÉE D'AMELIORATION DE L'HABITAT RENOUVELLEMENT URBAIN"-ANNEXE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L.303-1 et L.321-1 et suivants, R.321-1 et suivant du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat ;

Vu la circulaire n° 2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat ;

Vu la convention Petites Villes de Demain valant Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) prise en application de l'article L. 302 du code de la construction et de l'habitation adoptée par la commune de Lézignan-Corbières le 16 juin 2023 ;

Vu le Plan Départemental de l'Habitat (PDH) et le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2024-2029 élaboré conjointement, piloté par l'Etat et le Conseil départemental de l'Aude, approuvé le 15 juillet 2024 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme, approuvé par la commune de Lézignan-Corbières le 21 décembre 2017

Vu le projet de convention et ses annexes ;

La Commune est lauréate du Programme Petites Villes de Demain (2021-2026) porté par l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires. Celui-ci vise à donner aux communes de moins de 20 000 habitants jouant un rôle de centralité, les moyens de mettre en œuvre leur projet de revitalisation et contribuer à créer un cadre de vie attractif pour les habitants du territoire.

La convention cadre valant Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) signée avec l'Etat a été adoptée par la délibération n° 2022-191 du Conseil municipal du 8 décembre 2022 et la délibération n° 2023-85 du conseil communautaire Région Lézignanaise, Corbières et Minervois du 05 avril 2023. La mise en œuvre de l'orientation stratégique n° 1 intitulée « Engager une dynamique de réhabilitation exemplaire et adapter l'habitat dans le centre ancien » est conditionnée à la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de

l'Habitat avec un volet Renouvellement Urbain (OPAH-RU) ». Les ambitions définies dans la Convention Cadre valant ORT pour cette orientation stratégique sont :

- Répondre aux besoins des habitants concernés en termes de salubrité, d'accessibilité et de moindre consommation énergétique
- Initier une reconquête du centre ancien par de nouveaux résidents dont les profils socio-économiques offrent un meilleur équilibre de peuplement.

Par conséquent, il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le contenu du projet de la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat-Renouvellement Urbain, annexé à la présente délibération.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à signer la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat-Renouvellement Urbain (et ses avenants), aux côtés de l'Etat représenté par M. le Préfet.

**3/ De l'autoriser** à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération et de la convention.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 16**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

**PÔLE : DEVELOPPEMENT ET POPULATION**

**THÈME : HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE**

**RAPPORTEUR : Christine BÉNET**

**OBJET : FINANCEMENT DE PROJETS RETENUS DANS LE CADRE DE L'APPEL A PROJETS 2026 " POLITIQUE DE LA VILLE-CITÉ ÉDUCATIVE"**

Vu la loi n° 2014-176 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu le décret n° 2015-77 du 27 janvier 2015 relatif aux instances en charge de la politique de la ville ;

Vu le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la délibération n° 2024-046 du 27 mars 2024 relative à l'approbation du contrat de ville 2024-2030 et le contrat de ville 2024-2030 ;

La réforme de la géographie prioritaire officialisée par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine redéfinit les quartiers prioritaires à partir d'un critère unique de sélection : le revenu des habitants. Le centre-ville de Lézignan-Corbières ayant intégré, fin 2014, les territoires-cibles de ce nouveau dispositif, la commune bénéficie désormais de la politique de la ville pour la 11<sup>ème</sup> année consécutive. Un contrat de ville avait été rédigé et signé avec 18 partenaires, le 31 août 2015, dont l'Etat, la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude, le Conseil Départemental de l'Aude et la Région Occitanie. Il constitue le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville recouvrant en effet à la fois les enjeux de cohésion sociale, de développement urbain et de développement économique, tout en permettant de formaliser les engagements pris par l'Etat, les collectivités territoriales et les autres partenaires de la politique de la ville au bénéfice des habitants du quartier défavorisé. Le contrat de ville s'appuie également sur le projet de territoire élaboré début 2015 et tient compte des enjeux nationaux identifiés par l'Etat et déclinés localement.

Le lundi 25 mars 2024 a été signé en mairie de Lézignan-Corbières le nouveau contrat de ville 2024-2030. L'appel à projets de la politique de la ville pour 2026 décline les 5 enjeux transversaux et les 3 priorités restreintes qui figurent dans ce second contrat de ville. Pour être éligibles, les dossiers déposés au titre de l'appel à projets 2026 doivent :

- S'inscrire dans les axes stratégiques définis dans le cadre du contrat de ville actuel.
- Répondre aux objectifs définis dans le présent appel à projets pour être considérés comme prioritaires.

- Concerner le quartier prioritaire du centre-ville et avoir un effet levier sur le droit commun, les actions proposées dans le cadre du contrat de ville ne pouvant se substituer aux dispositifs existants.
- Identifier précisément les besoins auxquels l'action répondra, les objectifs qualitatifs et quantitatifs attendus ainsi que le déroulement précis de l'action.
- Démontrer la capacité du porteur de projet à réaliser son action dans les conditions fixées dans le dossier et à aboutir aux résultats attendus dans les délais (moyens mis en œuvre, compétence des intervenants, aptitude à mobiliser les publics ciblés, etc...)

En ce qui concerne la cité éducative, elle est désormais pleinement intégrée à la politique de la ville dont elle constitue le pilier «Éducation». Ses axes majeurs sont :

- Lutter contre le décrochage scolaire, pour le raccrochage des élèves et la persévérance scolaire.
- Développer et valoriser les attitudes citoyennes sur le territoire.
- Ouvrir le champ des possibles en favorisant l'insertion socio-professionnelle, l'orientation scolaire et l'emploi.

Pour rappel, la cité éducative se déploie bien au-delà de la seule question de la scolarité car elle se doit de constituer un laboratoire d'expériences, un moyen de transformation de nos modes d'intervention ainsi que de nouveaux modes de coopération. La cité éducative concerne donc les établissements du premier degré ainsi que les collèges et lycée de Lézignan-Corbières situés hors du QPV. Quant au public impliqué, la cité éducative vise les enfants de 0 à 25 ans et leur famille. C'est donc l'ensemble des tranches d'âges et des périodes charnières qui sont ciblées (les 0-3 ans et 3-6 ans/6-15 ans/les 16-18 ans et les 18-25 ans). Sont également intégrées l'approche des publics spécifiques (familles monoparentales, jeunes parents, décrocheurs scolaires, enfants en situation de handicap...), les questions de genre, l'égalité femmes/hommes ainsi que les transitions (environnement, santé...)

Lors de sa réunion du jeudi 29 janvier 2026, le comité de pilotage du contrat de ville et de la cité éducative de Lézignan-Corbières a décidé de retenir un certain nombre de projets qui répondaient aux conditions exposées ci-dessus, parmi lesquels la ville de Lézignan-Corbières a été sollicitée afin d'allouer un certain nombre d'aides financières.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** le versement des subventions suivantes au titre de l'appel à projets de la politique de la ville/cité éducative pour 2026 pour un montant total de 78 586,00 €

**2/D'autoriser** Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 17**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2026

PÔLE : DEVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : PREVENTION ET SECURITE CIVIL

RAPPORTEUR : William COMBES

OBJET : CRÉATION D'UNE FATO ET D'UNE STATION D'AVITAILLEMENT AU SEIN DE L'AÉRODROMEPIERRE-GEORGESLATECOERE

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'aviation civile ;

Vu le Code de l'environnement ;

L'année 2025 restera dans les mémoires comme l'année des feux dans le département de l'Aude en général, dans le Narbonnais et les Corbières en particulier. 30 000 hectares d'espaces naturels ont été brûlés dans notre département, dont 20 000 hectares de forêt, soit deux fois plus que la moyenne annuelle de 2006 à 2021. Ainsi le 7 juillet, 1 500 hectares sont partis en fumée à Narbonne, puis 300 hectares à Sigeac le 26 avant

que ne sévisse l'ogre des Corbières au début du mois d'août avec ses 11 000 hectares détruits en 24h00, pour celui qui restera le feu de forêt le plus important dans l'Aude depuis 50 ans.

Le SDIS de l'Aude et les services de l'Etat ont très rapidement tiré les enseignements de cette catastrophe humaine et environnementale, tant pour ce qui concerne les moyens à engager que la façon de combattre le feu.

Le Maire de Lézignan-Corbières n'a pas été en reste puisqu'il a évoqué auprès du président et du directeur du SDIS le rôle que pourrait tenir sa commune dans ce dispositif. Car au-delà de l'accueil annuel d'un détachement de la Sécurité Civile, Gérard FORCADA a fait allusion, tout en soulignant la place centrale de la ville de Lézignan-Corbières entre les Corbières, le littoral et la Montagne Noire, à la présence capitale de la plateforme aéronautique de l'aérodrome Pierre-Georges LATECOERE. Ce dernier est actuellement doté d'une piste revêtue de 1 000 mètres de long, d'une piste non revêtue de 800 mètres et d'un pécicandrome susceptible d'accueillir les avions Morane employés par les SDIS de l'Aude et de l'Hérault.

Afin de participer à la protection bien entendu de Lézignan-Corbières mais aussi et surtout de la plaine lézignanaise, du littoral, des Corbières et de la Montagne Noire, l'aérodrome municipal est susceptible d'accueillir un ou des hélicoptères bombardiers d'eau armés par le SDIS 11. Il dispose pour ce faire d'un hangar permettant d'abriter le ou les hélicoptères en question, de locaux pour héberger le ou les équipages pendant la journée ainsi que d'un service AFIS performant, destiné à veiller à la sécurité des décollages et des atterrissages.

Si l'expérience s'avérait concluante, il pourrait être envisagé la création d'une FATO (Final Approach and Take Off area) ou aire d'approche finale et de décollage. La mise en œuvre d'un tel dispositif devrait faire l'objet d'une évaluation de la sécurité d'un changement du système fonctionnel (ELISA), d'une autorisation de la DSAC-Sud et d'un arrêté préfectoral, pour autoriser un décollage et un atterrissage sécurisé du ou des hélicoptères à partir de cette zone.

Mais la création de cette FATO ainsi que la présence d'hélicoptères bombardiers d'eau, impliquent également la construction d'une station d'avitaillement en Jet A1 et AVGAS 100 LL. Cette dernière permettra d'approvisionner les aéronefs militaires susceptibles de procéder à des largages réguliers de parachutistes, plusieurs corps de troupes aéroportées ayant fait part de leur intérêt pour l'utilisation régulière de la plateforme de Lézignan.

In fine, la mise en œuvre de la FATO autorisera l'hélicoptère du SAMU à atterrir en toute sécurité. En effet, l'imbrication de la Dropping Zone (DZ) actuelle au sein du centre de secours principal de Lézignan-Corbières et la proximité de bâtiments et de véhicules, pose des problèmes, compte tenu des risques de projections d'objets divers et variés par le flux des rotors des hélicoptères.

Monsieur le Maire a entendu réagir rapidement après avoir suggéré la mise en œuvre d'une FATO et d'une station d'avitaillement. Ainsi, dans le cadre d'un MAPA, il vient de conclure un contrat de maîtrise d'œuvre avec le cabinet d'études SOGETI INGÉNIERIE AIRPORTS basé à Canejan (Gironde) qui a été chargé d'assister les services municipaux dans la réalisation des différents documents de sécurité, dans la rédaction des marchés publics à venir, ainsi que la surveillance des travaux envisagés. De tels investissements ont fait l'objet d'une première estimation à environ 500 000 €, leur financement étant prévu dans le cadre du Budget primitif de 2026 de la commune.

Il faut souligner l'intérêt général que représentent ces deux réalisations destinées à sécuriser les transports sanitaires d'urgence et à participer activement à la lutte contre les feux de forêt.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** le principe de la création d'une FATO (Final Approach and Take Off area) ou aire d'approche finale et de décollage ainsi que la construction d'une station d'avitaillement en Jet A1 et AVGAS100 LL.au sein de l'aérodrome Pierre-Georges LATECOERE

**2/De solliciter** toutes les subventions possibles auprès du Conseil Départemental de l'Aude, de la région et de l'État pour la réalisation de ce projet.

**3/D'autoriser** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 18**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FÉVRIER 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : SANTÉ PUBLIQUE

RAPPORTEUR : Christine BÉNET

OBJET : CONVENTION ENTRE LA COMMUNE ET LA FONDATION 30 MILLIONS D'AMIS POUR LA STÉRILISATION ET L'IDENTIFICATION DES CHATS LIBRES SAUVAGES - ANNEXE

Vu l'article L. 2122-24 du CGT relatif aux pouvoirs de police du Maire ;

Vu les articles L. 211-11 à L. 211-18 et D. 211-3-1 à D. 211-12-2 du Code rural et de la pêche maritime, notamment son article L. 211-27 relatif à la capture, la stérilisation et l'identification des chats errants ;

Vu le Rapport du Gouvernement au Parlement visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes, sur la question des chats errants en France publié le 14 janvier 2025 ;

Les enjeux qui entourent la gestion des chats libres sauvages sont multiples : sanitaires, économiques, environnementaux et relatifs au bien-être animal.

La gestion des chats non identifiés dans la commune relève de la compétence de la police du maire, prévue par le Code général des collectivités territoriales. Le code rural et de la pêche maritime traite également de cette question : il précise la responsabilité incombant au Maire dans la mise en place des actions de gestion des animaux errants.

Face à ces réalités, la Fondation 30 Millions d'Amis propose une convention avec les maires qui la sollicitent pour des campagnes de stérilisation et d'identification des chats libres. La Fondation 30 Millions d'Amis propose de gérer leur population en maîtrisant leur prolifération, une solution efficace qui a maintes fois fait ses preuves : contrôler leur reproduction par la stérilisation. Née du constat que l'euthanasie ou le déplacement des colonies de chats est inefficace contre la pullulation, cette pratique reconnue par tous les experts mondiaux, et en particulier ceux de l'Organisation mondiale de la santé, respecte la sensibilité de nos concitoyens envers la vie des animaux de compagnie.

D'une part, la stérilisation stabilise automatiquement la population qui continue de jouer son rôle de filtre contre les rats et les souris.

D'autre part, elle enraye le problème des odeurs d'urine et des miaulements des femelles en période de fécondité. De plus, le chat étant un animal territorial, ceux présents sur un site empêchent tout autre chat de s'y introduire. Si des chats résident en un lieu, c'est qu'il existe en effet un biotope favorable, et les éradiquer entraîne leur remplacement spontané et immédiat par d'autres.

Il faut savoir qu'un couple de chats non stérilisés peut théoriquement engendrer une descendance de plus de 20000 individus en quatre ans.

Le projet de convention annexé à la présente a pour objet principal l'organisation de la stérilisation et de l'identification des chats libres sauvages sur le territoire communal, afin de maîtriser les populations de chats sans propriétaire par le contrôle de leur reproduction. Les chats sans maître qui seront trappés seront stérilisés et identifiés au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis, puis relâchés sur les lieux de trappage.

La Fondation accorde un budget pour l'année 2026 à la commune pour la réalisation de ses objectifs, selon des tarifs précisés dans la convention, et pour une population de 50 chats traités pour l'année 2026. Dans le cas où les honoraires de vétérinaires dépassaient ces tarifs, le surplus serait facturé à la commune.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** le projet de convention annexé à la présente délibération entre la commune et la Fondation 30 Millions d'Amis, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention.

**2/D'autoriser** le paiement par la commune de frais liés à l'identification, à la stérilisation des chats libres en cas de dépassement des frais forfaitaires pris en charge par la Fondation 30 Millions d'Amis, ainsi que des frais de soins jugés nécessaires par les vétérinaires.

**3/D'autoriser** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 19**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FÉVRIER 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : SANTÉ PUBLIQUE

RAPPORTEUR : Christine BÉNET

OBJET : CONVENTION ENTRE LA COMMUNE, L'ASSOCIATION LÉZI'CHAT — PROTECTION FELINE DE LÉZIGNAN ET LA CLINIQUE FAMILYVETS — ANNEXE

Vu l'article L. 2122-24 du CGT relatif aux pouvoirs de police du Maire ;

Vu les articles L. 211-11 à L. 211-18 et D. 211-3-1 à D. 211-12-2 du Code rural et de la pêche maritime, notamment son article L. 211-27 relatif à la capture, la stérilisation et l'identification des chats errants ;

Vu le Rapport du Gouvernement au Parlement visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes, sur la question des chats errants en France publié le 14 janvier 2025 ;

Vu l'arrêté municipal n° 2026-35 du 29 janvier 2025 portant autorisation d'une campagne de stérilisation et d'identification des chats libres sur le territoire communal ;

Vu la délibération portant convention entre la commune et la Fondation 30 Millions d'Amis ;

Vu la demande présentée à M. le Maire par l'association Lézi'chat – protection féline ;

La gestion des chats libres sauvages sur le territoire relève de la compétence du maire, qui doit mettre en œuvre des actions concrètes. L'association « Lézi'chat » a pour mission générale de lutter contre la prolifération féline par la stérilisation, l'identification et le suivi sanitaire des chats errants ou abandonnés sur le territoire de la commune de Lézignan-Corbières, en collaboration avec la commune, les vétérinaires et les refuges.

Afin de limiter la prolifération des chats libres sauvages et d'assurer la salubrité et la tranquillité publique, ainsi que le bien-être animal, la municipalité souhaite agir en partenariat et passer une convention avec cette association et une clinique vétérinaire de Lézignan-Corbières. L'objet de la convention est d'organiser sur le territoire de la commune la capture, la stérilisation, l'identification, le soin et le relâcher, des chats libres, sans propriétaire ni détenteur, vivant en groupe dans des lieux publics, afin de maîtriser leur reproduction.

L'association s'engage notamment à procéder à la capture et au transport des animaux vers des structures vétérinaires ou d'accueil disponible sur le territoire, à faire procéder aux soins et à l'identification de ceux-ci, à les relâcher sur le lieu de capture ainsi qu'à transmettre à la commune un bilan semestriel des actions menées.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** le projet de convention annexé à la présente délibération entre la commune, l'association « Lézi'chat – Protection féline » et la clinique vétérinaire « Groupe FamilyVets ».

**2/D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention.

**3/D'autoriser** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 20**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FÉVRIER 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : ÉDUCATION, ANIMATION ET JEUNESSE

RAPPORTEUR : Dominique JOLIS-PAILHIEZ

OBJET : CRÉATION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE A L'ÉCOLE MISTRAL – APPROBATION DU PROJET ET DEMANDE DE SUBVENTIONS

Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;  
Vu le Code de l'éducation ;

Il est nécessaire pour le plus grand confort des enfants, de décharger le restaurant scolaire situé «rue Marceau», actuellement en situation de sureffectif. Ainsi, la création d'une unité de restaurant au sein de l'école Mistral permettra d'améliorer les conditions d'accueil des élèves du primaire, de réduire les temps de trajet, et d'améliorer le confort des enfants ainsi que la qualité de service de la restauration scolaire.

Le projet prévoit la transformation d'une salle de classe en un espace d'accueil équipé de lavabos donnant sur une salle de restauration pour les enfants des 5 niveaux, un office de réchauffage et de préparation, un espace de nettoyage ainsi qu'un vestiaire pour les agents de services. Le tout sera conçu selon le principe dit «de la marche en avant». ce principe implique que le circuit des aliments, de l'eau et des déchets soit organisé de manière à ce que les aliments et l'eau ne soient pas souillés.

Le dossier de consultation sera composé de 9 lots : gros œuvre, plâtrerie, menuiseries extérieures, carrelage-faïence, électricité, plomberie/sanitaires, équipements de cuisine et mobilier de restauration.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** le projet de création du restaurant scolaire à l'école Mistral pour un montant prévisionnel de 100 000 €;

**2/De solliciter** auprès de l'État (DETR/DSIL), du Conseil Régional, du Conseil Départemental et de la CAF les subventions les plus élevées possibles pour le financement de cette opération ;

**3/D'approuver** le plan de financement prévisionnel suivant :

État (DETR/DSIL) : 40 %

Conseil Départemental/Régional : 40 %

Autofinancement de la collectivité : 20 %

**4/D'autoriser** Monsieur le Maire à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération et à procéder au dépôt des dossiers de subvention.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 21**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FÉVRIER 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : ÉDUCATION, ANIMATION ET JEUNESSE

RAPPORTEUR : Dominique JOLIS-PAILHIEZ

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA MODERNISATION DU RESTAURANT SCOLAIRE DE L'ÉCOLE FRÉDÉRIC MISTRAL SITUÉ RUE MARCEAU

Considérant la vétusté des équipements actuels et la nécessité de mettre aux normes les locaux de restauration de la rue Marceau ;

Considérant que ce projet de modernisation vise aussi à améliorer la performance énergétique du bâtiment et la qualité du service rendu aux usagers ;

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** le programme de travaux de modernisation du restaurant scolaire de l'école Frédéric Mistral pour un montant prévisionnel de 40 000 €;

**2/De solliciter** l'aide financière de l'État au titre de la DSIL (volet rénovation énergétique), ainsi que celle du Conseil Départemental et de tout autre partenaire financier, et d'approuver le plan de financement prévisionnel suivant :

État (DETR/DSIL) : 40 %

Conseil Départemental/Régional : 40 %

Autofinancement de la collectivité : 20 %

**3/D'inscrire** les crédits nécessaires au budget de l'exercice concerné



**4/D'Autoriser** Monsieur le Maire à solliciter les subventions afférentes, entreprendre les démarches de consultation des entreprises et à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 22**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FÉVRIER 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : ÉDUCATION, ANIMATION ET JEUNESSE

RAPPORTEUR : Dominique JOLIS-PAILHIEZ

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LE PROGRAMME DE POSE DE SYSTÈMES DE CLIMATISATION DANS LES ECOLES DE LA COLLECTIVITÉ

Vu les articles L.1111-10 et L.1111-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement.

Considérant les épisodes de fortes chaleurs de plus en plus fréquents dans le département, lesquels impactent les conditions d'apprentissage des élèves,

Considérant la volonté de la municipalité d'adapter le patrimoine scolaire aux changements climatiques tout en veillant à l'efficacité énergétique des installations,

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** le programme pluriannuel d'installation de climatisations (ou systèmes de rafraîchissement) dans les écoles de la commune pour un montant global estimé 40 000 €.

**2/De solliciter** le soutien financier de l'État au titre du "FondsVert" (adaptation au changement climatique) et de la DETR.

**3/De préciser** que les travaux pourront, le cas échéant, faire l'objet d'un allotissement permettant une intervention progressive dans les différents établissements.

**4/D'approuver** le plan de financement prévisionnel suivant :

État (DETR/DSIL) : 40 %

Conseil Départemental/Régional : 40 %

Autofinancement de la collectivité : 20 %

**5/D'autoriser** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce programme d'investissement et à la perception des subventions.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 23**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FÉVRIER 2026

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ECONOMIE ET COMMERCE DE PROXIMITÉ

RAPPORTEUR : Mireille SANTINI

OBJET : AIDES A L'ECONOMIE. SOUTIEN A L'INSTALLATION PERENNE D'ENTREPRISES COMMERCIALES OU ARTISANALES EN CENTRE-VILLE

Par les délibérations n° 2018-031 du 27 mars 2018, n° 2019-144 du 13 novembre 2019 et n° 2021-139 du 13 décembre 2021, le Conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville.

Cette aide a pris la forme d'une subvention individuelle d'un montant total plafonné à 3 000 euros dont la première partie, soit 1 500 euros, est versée au bout de 6 mois d'exercice effectif de l'activité, et la seconde, soit les 1 500 euros restants, après 12 mois.

La commission municipale a examiné les dossiers suivants concernant le versement de la seconde partie de la subvention :

- Mme J.B., fleuriste dont le commerce est sis 21, cours de la République.
- Mme C.L., tapissière d'ameublement dont l'établissement est sis 10, rue Gambetta.

La commission municipale a émis un avis favorable pour ces dossiers. Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** les propositions de la commission municipale et le versement de la seconde partie de la subvention pour chacun des commerces évoqués ci-dessus ;

**2/De verser** les subventions sur l'exercice budgétaire 2026 sous conditions prévues par les délibérations visées plus haut, selon les crédits inscrits au compte 20422, opération 252 du Budget principal 2026 ;

**3/D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 24**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FÉVRIER 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : MARCHES PUBLICS

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : ADHESION A L'ASSOCIATION RESEAU DES ACHATS RESPONSABLES EN OCCITANIE (RES'OCC) - ANNEXES

Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

La commande publique représente près de 10 % du produit intérieur brut français, constituant ainsi un puissant levier de promotion du développement durable. De nombreuses lois, telles que la loi Egalim de 2018, la loi AGECE de 2021, la loi Climat et Résilience de 2021, ou encore la loi Industrie verte de 2023, impactent la commande publique. Par ailleurs, le Plan National pour des Achats Durables (PNAD 2022-2025) a pour objectif l'intégration de 100 % de considérations environnementales et 30 % de considérations sociales dans tous les contrats de la commande publique.

Pour relever ces défis, les structures qui conduisent des achats soumis au Code de la commande publique ont besoin d'être sensibilisées, outillées et de disposer de retours d'expérience de leurs pairs. Les réseaux régionaux d'acheteurs publics responsables représentent un outil efficace.

C'est dans ce contexte que l'association RES'OCC a vu le jour en 2022 pour constituer et animer un réseau en Occitanie afin d'assurer la diffusion des pratiques, la montée en compétence de l'achat durable sur leurs territoires et de permettre de relever collectivement le défi d'une commande publique responsable.

Le réseau régional occitan RES'OCC accompagne ses membres dans la mise en œuvre d'achats responsables. L'adhésion à l'association permettra à la commune de Lézignan-Corbières d'accéder aux services suivants :

- La montée en compétence (sensibilisation...) des agents et des élus ;
- L'accès à un centre de ressources réservé aux adhérents,
- Des rencontres thématiques : journée régionale, réunions techniques, groupes de travail ;
- Un conseil environnemental : service gratuit pour les membres permettant d'obtenir des éléments de réponses techniques, juridiques ou organisationnels aux problèmes d'achats ;
- Des accompagnements collectifs sur la mise en œuvre de politique d'achats durable ;
- Des retours d'expérience régionale et au niveau de l'inter-réseau national,
- L'organisation de rencontres acheteurs-fournisseurs.

Le montant de l'adhésion au RES'OCC de la commune de Lézignan-Corbières, conformément aux statuts, est à celui des communes dont la population se situe entre 10 000 et 25 000 habitants. Le montant de la cotisation 2026 s'élève à 500 €. Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** l'adhésion de la commune de Lézignan-Corbières à l'association RES'OCC pour le montant de 500 € pour l'année 2026, dans les conditions fixées dans le bulletin d'adhésion et le barème ci-joint en annexés.

**2/D'imputer** le montant de l'adhésion et les crédits correspondants au budget principal

**3/D'autoriser** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 25**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FÉVRIER 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : ACOMPTE DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SUR LE BUDGET 2026

Vu l'article L. 1612-1 du CGCT ;

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la délibération 2025-38 du 4 avril 2025 validant la signature de conventions d'objectifs avec certaines associations de la ville ;

Vu la délibération 2025-89 du 29 juin 2025 approuvant la signature de convention d'objectifs avec l'UFL ;

Le Conseil municipal a en son temps approuvé la signature des conventions pluriannuelles d'objectifs avec les associations les plus importantes de notre ville, et ce en application de la loi du 12 avril 2000. Le Conseil municipal a été sollicité pour reconduire ce dispositif et a donné son accord.

Ces conventions prévoient dans leur article 4 la possibilité de verser des avances avant le 31 mars de l'année en cours (sur demande des associations) et avant le vote du budget ainsi que la possibilité de payer des subventions par acomptes.

En vertu de l'article L.1612-1 du CGCT et en application de ces conventions, ainsi que de la jurisprudence, il est demandé au Conseil municipal d'approuver le versement d'avances sur subventions au profit des associations suivantes sur le budget 2026 :

- MJC : 50 000 €
- UFL : 5 500 €
- PROM'AUDE : 10 000 € (si l'événement est maintenu)

Ces avances seront prélevées sur l'article 65748 du budget principal 2026 et déduites du montant définitif de ces subventions qui seront validées ultérieurement. Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/D'autoriser** le versement des acomptes sur subventions 2026 tels que décrits plus haut ;

**2/De dire** que les crédits seront inscrits au budget primitif 2026 au compte 65748

**3/D'autoriser** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 26**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FÉVRIER 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

**OBJET : SOLLICITATION D'UN FINANCEMENT AUPRÈS DE LA CCRLCM POUR LE PROJET DE RÉNOVATION DE LA RUE GERARD PHILIPPE**

Vu l'article L.5214-16-V du Code Général des Collectivités Territoriales, portant sur le versement de fonds de concours, destinés à financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, entre la communauté de communes et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Il est précisé que le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement ;

Vu la délibération n° 89-2021 du 23 juin 2021 du Conseil Communautaire de la CCRLCM portant adoption du règlement d'attribution de fonds de concours par la CCRLCM pour 2021-2026 ;

Vu les délibérations n° 5-2023 du 1<sup>er</sup> février 2023, 159-2023 du 20 septembre 2023 et 100-2024 du 19 juin 2024 du Conseil communautaire de la CCRLCM ;

La CCRLCM étant un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), celle-ci ne peut pas intervenir dans le champ des compétences qui lui ont été transférées par les communes membres eu égard au principe de spécialité qui la régit.

Par dérogation à ce principe, la loi autorise la Communauté de communes à verser des subventions à leurs communes membres. Ces subventions, appelées fonds de concours, sont destinées à financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement. Il s'agit d'un mécanisme dérogatoire qui permet à l'EPCI de participer au financement d'un équipement relevant de la compétence de la commune.

Conformément à l'article L5214-16-V du CGCT, le versement d'un tel fonds de concours ne peut être décidé qu'après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et du conseil municipal concerné. La commune bénéficiaire doit apporter un financement, hors subventions, au moins égal au montant du fonds de concours versé par l'EPCI à fiscalité propre, dont elle est membre.

La commune souhaite solliciter l'octroi d'un fonds de concours pour son projet de réhabilitation de la rue Gérard Philipe. Le projet consiste en un réaménagement complet de la voie d'accès desservant le nouvel Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de notre commune. Cet équipement structurant est actuellement en phase finale de construction et son ouverture officielle est programmée — il était programmé pour la fin d'année 2026 — juin 2026. Afin de garantir un accueil optimal des résidents, des familles et des personnels de santé, l'adaptation des infrastructures routières environnantes est devenue une priorité immédiate et notamment celle de la rue Gérard Philipe.

L'aménagement et la rénovation de cette voie visent trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la circulation : repenser le profil de la voie pour faciliter l'accès à l'établissement ainsi que le croisement des véhicules et l'accès des services de secours.
- La maîtrise des flux de circulation : mise en place d'une signalétique et d'un tracé permettant une meilleure gestion du trafic induit par l'activité de l'établissement (les visites, les livraisons, la logistique médicale).
- La rénovation technique : réfection structurelle de la chaussée, celle-ci étant particulièrement dégradée par les années et le passage récent des engins de chantier.

Alors que les travaux lourds de construction de l'EHPAD sont désormais quasiment achevés, la réhabilitation de la voirie constitue la dernière étape cruciale avant l'exploitation du site. L'intérêt de ce projet dépasse largement les frontières communales. En effet, compte tenu de la capacité de cet établissement et de la rareté de telles structures, il revêt un caractère supra-communautaire, voire départemental.

Cet EHPAD est un outil essentiel au service de la santé publique pour le territoire, drainant des usagers et des professionnels venus de tout le département. En procédant au lancement de ces travaux de voirie, la collectivité s'assure d'être parfaitement opérationnelle pour l'ouverture de l'établissement. Cette anticipation permet d'éviter toute coactivité dangereuse entre les travaux publics et l'arrivée des premiers résidents, garantissant ainsi une mise en service sécurisée et fluide.

Le plan de financement de cette opération est le suivant :

Montant du projet (estimé)	450 000,00 e
Montant du Fonds de concours	50 000,00 €
Montant financé par la commune	400 000,00 €

Il est ainsi nécessaire de procéder à la réhabilitation de la «rue Gérard Philipe» en vue d'améliorer la circulation afin de faciliter l'accès au nouvel EHPAD, en vue de maîtriser les flux de circulation par la mise en place d'une signalétique et d'un tracé et en vue de procéder à la réfection structurelle de la chaussée en raison de sa dégradation. D'autre part, le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assuré hors subventions par la commune.

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/De solliciter** un fonds de concours auprès de la CCRLCM d'un montant de 50 000 €

**2/D'autoriser Monsieur le Maire** à effectuer toutes les démarches et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 27**

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FÉVRIER 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026 - ANNEXE

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Vu l'article L. 2312-1 du CGCT ;

Vu l'article L. 5217-10-4 du CGCT ;

Vu le Décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du Rapport d'orientation budgétaire ;

Vu la délibération n° 2023-130 du Conseil municipal du 27 septembre 2023 portant adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;

Vu l'article 17 du règlement intérieur du Conseil municipal de Lézignan-Corbières ;

Vu le Rapport d'orientation budgétaire 2026 annexé à la présente ;

L'article L2312-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que le maire présente au Conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, sur les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure de la dette. Néanmoins, pour les collectivités ayant adopté le référentiel M57, la présentation des orientations budgétaires intervient dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget. Ce rapport doit donner lieu à un débat au sein du Conseil municipal.

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) est venu modifier les articles du Code général des collectivités locales relatifs au débat d'orientation budgétaire (DOB). Il est ainsi précisé que l'assemblée délibérante doit désormais prendre acte de la tenue du DOB et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB par une délibération.

Le Conseil municipal est donc invité à débattre des orientations budgétaires de la commune pour l'année 2026, en se fondant sur le rapport d'orientation budgétaire annexé à la présente délibération.

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/De prendre acte** de la présentation du rapport d'orientation budgétaire 2026

**2/De prendre acte** de la tenue du débat portant sur les orientations budgétaires de la commune pour l'année 2026

## **TENEUR DES DISCUSSIONS**

## **Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h05**

**M. FORCADA :** Mes chers amis, bonsoir. Bonsoir tout le monde. Désolé pour un peu de retard. Dominique JOLIS-PAILHIEZ a eu un problème sur la route et ne va pas tarder à arriver. Donc, pour le secrétaire de séance, ce sera William COMBES qui va procéder à l'appel.

## **Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance**

M. William COMBES est désigné comme secrétaire de séance.

M. William COMBES procède à l'appel des présents.

**M. FORCADA :** Merci, le quorum est atteint, la séance est ouverte.

### **1. Installation d'une nouvelle conseillère municipale**

**M. FORCADA :** Avant de commencer ce Conseil municipal, je voudrais qu'on rende un hommage, par un instant de recueillement, à notre collègue qui est décédée, Ginette BARRAU-FERRET, le 16 février dernier. Donc, si vous le permettez bien, si vous le souhaitez, on se lève.

*(Instant de recueillement)*

Merci. Donc, pour succéder à Madame Ginette BARRAU-FERRET, nous allons accueillir aujourd'hui une nouvelle entrante, pour ce dernier Conseil du mandat, puisqu'aux termes des dispositions de l'article L.270 du Code électoral, et sauf refus exprès de l'intéressé, le remplacement du conseiller municipal démissionnaire — là, c'est décédé bien entendu — est assuré par le candidat venant sur la liste immédiatement après le dernier élu.

Par conséquent, Madame Corinne ROLLAND, candidate venant immédiatement après le dernier élu sur la liste «Un autre Lézignan, oui c'est possible», est désignée pour remplacer Madame Ginette BARRAU-FERRET.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de l'installation de Madame Corinne ROLLAND en qualité de conseillère municipale en date du 16 février 2026 à la suite du décès de Madame Ginette BARRAU-FERRET. Nous souhaitons tous à Corinne ROLLAND la bienvenue pour ce dernier Conseil du mandat. Merci.

## **Le Conseil municipal prend acte sans question ni observation**

Une information, que je mets à part, bien sûr, du Conseil, mais qui est complémentaire, c'est l'information sur la motion solennelle que nous voterons demain au Conseil communautaire pour le classement en état de catastrophe naturelle à la suite de la tempête Nils, qui sera proposée aux 54 maires de la Communauté de communes de la Région Lézignanaise, Corbières et Minervois, et qui sera adressée à Monsieur le Préfet.

Au dernier Bureau, nous avons souhaité faire cette démarche pour que nous ayons une prise en compte de tous ces problèmes-là. Et je vais lire, pour chacun d'entre vous, cette correspondance qui nous a été demandée aussi d'être présentée par notre intercommunalité :

*«Monsieur le Préfet,*

*Les 54 maires de la Communauté de communes de la Région Lézignanaise, Corbières et Minervois tiennent, par la présente motion collective et unanime, à vous alerter solennellement sur la situation préoccupante de notre territoire à la suite du passage de la tempête Nils.*

*Cet épisode climatique d'une intensité exceptionnelle a provoqué des dégâts considérables sur l'ensemble de nos communes : voirie communale et intercommunale gravement endommagée, bâtiments publics fragilisés, équipements collectifs touchés, réseaux électriques et de télécommunication fortement impactés. De nombreux habitants ont été privés d'électricité durant plusieurs jours, entraînant des ruptures de communication et des*

*difficultés majeures d'approvisionnement en eau potable en raison de l'arrêt des installations de surpression. Les stations d'épuration et plusieurs équipements d'assainissement ont également été perturbés, compromettant temporairement la continuité du service public. Les réseaux aériens ont démontré une nouvelle fois leur vulnérabilité face à la répétition de phénomènes climatiques extrêmes.*

*L'enlèvement des arbres déracinés, la sécurisation des voies, la remise en état des infrastructures et des équipements représentent aujourd'hui une charge financière considérable pour nos communes. Ces nouvelles dépenses interviennent alors même que notre territoire demeure profondément marqué par l'incendie majeur de l'été 2025, dont les conséquences économiques, sociales et budgétaires sont encore très présentes. Les collectivités, les entreprises, les exploitations agricoles et les particuliers se trouvent dans une situation de fragilité accrue. Dans ce contexte, l'absence de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour notre territoire suscite une vive incompréhension parmi les élus locaux et les habitants. Elle prive les sinistrés, particuliers comme acteurs économiques, ainsi que les collectivités, des dispositifs de soutien indispensables pour faire face aux conséquences de cet événement.*

*C'est pourquoi, unis et solidaires, les 54 maires de la Communauté de communes demandent solennellement le réexamen de la situation du territoire et son classement au titre de l'état de catastrophe naturelle, l'engagement d'un plan structurant et pluriannuel d'enfouissement et de sécurisation des réseaux électriques et de télécommunication afin de prévenir la répétition de telles vulnérabilités. Nous sollicitons également une audience en préfecture dans les plus brefs délais afin d'exposer précisément l'ampleur des dommages et d'examiner avec les services de l'État les solutions concrètes à mettre en œuvre.*

*Conscients des responsabilités qui incombent à chacun, nous affirmons notre détermination à défendre les intérêts de nos administrés et à garantir la résilience de notre territoire ».*

Signée par les 54 maires de la Communauté de communes de la Région Lézignanaise, Corbières et Minervois.  
Voilà ce dont je voulais vous informer et qui sera proposé demain au Conseil intercommunal

*[Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ arrive à 18h13]*

## **2. Proposition de désignation et de commercialisation des arbres arrachés, cassés et chablis de la forêt communale par l'ONF à la suite du passage de la tempête NILS**

**M. FORCADA :** Dossier suivant, c'est le dossier que va soutenir Monsieur Michel MASUYER.

Une petite modification puisqu'il y a quelques problèmes en termes de tablettes, puisque tout le monde n'a pas sa tablette. Donc, nous allons faire à l'ancienne pour ce dernier Conseil et nous allons faire un peu de gymnastique, nous lèverons la main.

Pour cette délibération, avant de la traiter, je voulais d'abord vous poser une question, puisque cette délibération est un cas d'urgence qui nous a été présenté par l'ONF. Justement l'objet, c'est l'état d'assiette et destination des coupes de bois à la suite du passage de la tempête Nils. Ce n'était pas prévu évidemment au Conseil municipal. Donc, je vous propose de la prendre en compte pour éviter du retard dans le traitement et le nettoyage de ces bois. Est-ce que quelqu'un dans l'assemblée s'oppose à ce qu'on traite cette délibération ? Tout le monde est d'accord, je vous en remercie. On va pouvoir faire avancer ce nettoyage. Monsieur MASUYER, la parole est à vous.

**M. MASUYER :** Mesdames, Messieurs, bonjour. Environnement et développement durable, état d'assiette et destination des coupes de bois à la suite du passage de la tempête Nils.

Vu le code forestier ;

Vu les différents articles du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la demande présentée par les agents de l'ONF le 19 février 2026 ;

À la suite du passage de la tempête Nils le 12 février 2026, notamment sur le département de l'Aude, de graves problèmes rencontrés en matière de gestion de la forêt communale ont été constatés par les agents de l'ONF.

Au titre de l'urgence et de la sécurité, l'ONF propose la désignation et, dans la mesure du possible, la commercialisation des arbres arrachés, cassés et chablis, répartis sur notre forêt communale selon la proposition



suivante : forêt communale parcelles, vente. Alors, il y a toutes les parcelles désignées, 23 parcelles désignées à la vente.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- D'approuver l'état d'assiette des coupes proposées et la désignation et la commercialisation des arbres arrachés, cassés et chablis de la forêt communale par l'ONF selon la proposition exposée ci-dessus.
- D'autoriser Monsieur le Maire à fixer en relation avec l'ONF le prix moyen unitaire des bois à exploiter et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des remarques ? Donc je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES**

### **3. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 26 janvier 2026**

**M. FORCADA :** Dossier suivant, c'est l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 26 janvier. Est-ce qu'il y a des observations, des remarques ? Donc personne n'est contre ? personne ne s'abstient ? Je vous remercie, adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

### **4. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal**

**M. FORCADA :** Je vous donne la liste de mes décisions dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT.

La première décision, c'est de lancer une procédure de consultation pour les travaux de réaménagement et de rénovation de la voie d'accès au nouvel EHPAD pour un montant estimatif de 450 000 € HT, et de solliciter officiellement auprès de la Communauté de communes Région Léznanaise, Corbières et Minervois, le versement d'un fonds de concours au titre de la participation au financement de cette opération d'intérêt territorial.

Ensuite, ce sont les décisions qui concernent l'ESAT Jean CAHUC pour une convention de prestations de services pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre pour un montant de 7 610 € HT, parce qu'ils font des prestations d'entretien d'espaces verts.

L'autre, c'est pour l'ESAT 3 terroirs pour les mêmes raisons, pour un montant total de 2 660 € HT, comprenant quatre interventions.

Toujours pour le même ESAT de 3 terroirs, une autre prestation pour 1 360 € HT pour quatre interventions également.

Et la dernière, c'est la décision de passer une convention d'honoraires pour une prestation de procès-verbal de constat de dégâts matériels sur le terrain de camping à la suite du passage de la tempête Nils le 12 février : 450 € HT pour la première demi-heure, 300 € HT pour chaque demi-heure entamée, etc.

Voilà ce que je peux vous reprendre dans les quelques décisions du Maire. Merci d'en prendre acte.

**Le Conseil municipal prend acte sans question ni observation**

## **ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

### **5. Information du Conseil municipal relativement à une autorisation d'installation classée**

**M. FORCADA :** Madame LECEA pour le dossier suivant, information du Conseil municipal relativement à une autorisation d'installation classée.

**Mme LECEA :** Bonjour à toutes et à tous. Cette délibération porte sur l'information que l'on vous doit relativement à une autorisation d'installation classée.

Vu les articles R. 181-1 à D. 171-57 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'autorisation environnementale déposée le 7 juin 2025 présentée par la SCI Logistique Occitane auprès de la Préfecture de l'Aude concernant un projet de stockage de déchets dangereux type batteries lithium usagées à Lézignan-Corbières ;

Vu l'avis d'ouverture de consultation du public relatif à cette demande d'autorisation du 28 août 2025 au 28 novembre 2025 ;

Vu la délibération n° 2025-110 du 23 septembre 2025 relative à l'avis du Conseil municipal sur une demande d'autorisation environnementale – Projet de stockage de déchets dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral N° DREAL-UID11/66-C1-2026-002 du 14 janvier 2026 ci-annexé ;

Vu le courrier adressé à M. le Maire par M. le Préfet de l'Aude le 21 janvier 2026 ;

À la suite de l'instruction de la demande de SCI Logistique Occitane concernant un projet de stockage de déchets dangereux type batteries lithium usagées à Lézignan-Corbières, situé dans la Zone d'Activité CAUMONT II – La Plaine, la préfecture de l'Aude a autorisé l'exploitation de cette installation classée.

L'arrêté préfectoral N° DREAL-UID11/66-C1-2026-002 du 14 janvier 2026 portant autorisation environnementale d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement, entrepôt logistique et réception et stockage de batteries LFP (Li fer Phosphate) lithium-ions défectueuses/défaillantes, sur le territoire de la commune est annexé à la présente doit être communiqué à l'assemblée délibérante.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de cette communication.

**M. FORCADA :** Merci. Pas d'observation ?

**Mme BIRKENER :** Pour le CPE, c'est un seuil haut ou un seuil bas ?

**M. FORCADA :** Je n'ai pas la précision, mais est-ce qu'il est dans le rapport ?

**Mme BIRKENER :** Ça n'appartient pas à la commune.

**M. FORCADA :** Vous avez fait la lecture du rapport ? Je vous engage à le faire et puis vous pourrez me renseigner... (rires) Non, je ne l'ai pas là.

**Mme LÉCÉA :** C'est le Préfet qui décide, ça vous est donné comme information. Allez voir l'arrêté du Préfet. C'est le Préfet qui a décidé, on le communique.

**Le Conseil municipal prend acte**

## **AFFAIRES JURIDIQUES**

### **6. Avis de la commission d'indemnisation des commerçants dans le cadre des travaux du Cours de la République – Deuxième phase**

**M. FORCADA :** Je continue pour l'avis de la commission d'indemnisation qui concerne les commerçants du centre-ville. La commission, qui s'est réunie, a statué :

- SARL «GASTION VIANDES», représentée par Monsieur Fabrice DURDUX : ne peut prétendre à aucune indemnisation du fait de la deuxième tranche de travaux, le lien de causalité entre ceux-ci et une baisse relative du chiffre d'affaires n'étant pas établi. De plus, le commerce est situé loin du site des travaux.
- SARL «TABAC LES GAMBÉ», représentée par Madame Lucie GAMBERONI : le commerce a subi un fort impact, notamment du fait des fouilles archéologiques et d'un accès totalement impossible par quatre fois. L'activité pendant les travaux a donc été difficile à très difficile. Mais le commerce devrait bénéficier des travaux dans l'avenir. Madame GAMBERONI peut prétendre à une indemnisation de 6 941 €.
- SIAP «ATELIER DU GOURMET», représentée par Monsieur Philippe SIMON : l'établissement a été très fortement impacté du fait du stationnement d'engins de travaux sur la période allant du 26 mai à fin juin 2025. Monsieur SIMON peut prétendre à une indemnisation de 4 070 €.
- SARL «CLAUDINE», représentée par Madame Claudine FORTUNATO : l'impact des travaux de la deuxième phase sur la rue Guynemer est plus important que pour la première phase. Madame FORTUNATO peut prétendre à une indemnisation de 1 623 €.
- SAS «ELAU», représentée par Madame Audrey SEMAT : l'activité a été à plusieurs reprises nécessairement et fortement compromise lors de l'exécution de la deuxième tranche, tant du fait des fouilles archéologiques que des travaux d'aménagement successifs. Le commerce a dû être même complètement arrêté pendant une semaine. Madame Audrey SEMAT peut prétendre à une indemnisation de 24 202 €.
- SARL «AUDOPTIQUE», représentée par Monsieur Sylvain BOCCANFUSO : la demande de ce commerçant lors de la première tranche de travaux avait été jugée irrecevable. La nouvelle demande a été présentée dans les délais. Les membres de la Commission s'accordent à constater que les travaux de la deuxième tranche, compte tenu de leur nature, de leur durée et de leurs conséquences sur la circulation dans le centre-ville, notamment du fait de la fermeture totale de la rue Guynemer en fin de chantier, ont eu cette fois un fort impact sur l'activité d'optique, photographie et acoustique du commerce situé au 4 de l'avenue Wilson. Monsieur Sylvain BOCCANFUSO peut prétendre à une indemnité de 5 953 €.
- «Yves ROCHER», représentée par Madame Isabelle GAY : dans son avis du 11 décembre 2024, la commission avait estimé que le commerce situé au 53 cours Lapeyrouse, à proximité du Cours de la République, avait subi l'impact des travaux de la première tranche. En ce qui concerne les travaux de la deuxième tranche, la Commission juge qu'il y a eu un impact sur l'activité en raison des conditions difficiles de circulation dans le centre-ville, toutefois sans qu'il n'y ait eu aucune coupure de la voie sur laquelle le commerce est situé. Madame Isabelle GAY peut prétendre à une indemnité de 2 217 €.
- «LE PANIER FRAIS DE DAVID», représentée par Monsieur David CREMONESE : le dossier concernant la deuxième tranche de travaux avait été jugé incomplet lors de la séance du 28 novembre 2025. La commission a invité en conséquence Monsieur CREMONESE à produire des pièces complémentaires. Toutefois, l'examen de l'ensemble des pièces produites ne montre pas une perte d'exploitation significative sur la période de janvier à juin 2025, période à laquelle il a commencé à exploiter l'établissement, par rapport à l'historique du chiffre d'affaires du magasin réalisé par

son prédécesseur entre 2021 et 2023. Il manque aussi des explications ou un commentaire d'un expert-comptable pour exploiter les documents relatifs aux mouvements de régularisation ainsi qu'aux rubriques du chiffre d'affaires réalisé entre septembre 2024 et juillet 2025. Au total, les membres de la commission s'accordent à constater que Monsieur CREMONESE n'apporte pas la preuve d'une baisse du chiffre d'affaires sur la période des travaux de la deuxième tranche, non plus que sur la perte sèche de marchandises qu'il dit avoir subie. La commission ne propose aucune indemnisation à Monsieur CREMONESE, la demande étant irrecevable, faute de preuve d'un impact significatif des travaux de la deuxième tranche sur l'activité du commerce.

- «LE CONTI», représentée par Monsieur Damien AUSSAGUEL : une attestation établie par l'expert-comptable met en évidence une augmentation du chiffre d'affaires sur la période de septembre 2024 à juillet 2025 (travaux de la deuxième tranche) par rapport à la période de septembre 2023 à juillet 2024. Monsieur AUSSAGUEL précise dans sa nouvelle demande que cette augmentation s'explique par la mise en place d'un service de restauration le mercredi et le samedi pour compenser le manque à gagner lié aux travaux, sans préciser à quelle date il a repris cette activité. Néanmoins, la commission constate que l'impact des travaux de la deuxième tranche est incontestable sur cette activité et valide la perte de chiffre d'affaires sur la période septembre 2024/juillet 2025 par rapport à la moyenne du chiffre d'affaires calculée sur une période de référence allant de septembre 2022 à juillet 2024. Dans ces conditions, la commission estime qu'il convient d'appliquer un abattement de 30 % pour neutraliser l'impact sur le chiffre d'affaires de la reprise de l'activité de restauration, en plus du coefficient de minoration applicable à toute demande en matière de travaux publics. Monsieur AUSSAGUEL peut prétendre à une indemnisation de 4 490 €.
- SARL «MVIE», représentée par Madame Véronique CHANY : l'impact des travaux a été certainement très fort du fait de la situation de cet établissement de restauration traditionnelle-snack-brasserie. Lors de la réunion du 28 novembre, la Commission avait estimé qu'en l'absence de documents probants permettant d'apprécier l'impact des travaux de la deuxième tranche, il n'était pas possible pour elle de se prononcer. La Commission a ensuite demandé à Madame CHANY de produire des documents comptables relatifs à l'activité de son prédécesseur. Cependant, les documents complémentaires présentés sont relatifs à la période 2020 à 2022 et ne peuvent être utilement pris en compte par rapport à sa propre activité débutée en décembre 2024, de plus dans des conditions d'exploitation très différentes. Compte tenu de ce que Madame CHANY a fait état d'une perte de marchandise de 1 603 €, la commission propose une indemnisation de 1 700 €.
- SAS «MODERN COIFFURE», représentée par Monsieur Youssef CHABAL : Monsieur CHABAL a déposé une demande le 27 octobre 2025 pour obtenir une «aide financière ou une mesure compensatoire» et limiter les conséquences économiques du fait des travaux entrepris dans la rue Guynemer. Malgré plusieurs demandes de pièces complémentaires indispensables, Monsieur CHABAL n'a pas produit les documents demandés. La Commission a estimé que sa demande n'était pas recevable, faute d'éléments produits à l'appui.
- SELARL «PHARMACIE NOUVELLE», représentée par Madame POINSIGNON : Après avoir, dès le 16 septembre 2025, demandé à retirer un dossier d'indemnisation «par suite des travaux du centre-ville», Madame POINSIGNON a fait savoir le 8 janvier 2026 qu'elle ne transmettrait pas de dossier d'indemnisation, étant toujours dans l'attente du retour de son comptable à ce sujet. En conséquence, la Commission ne peut émettre aucune proposition d'indemnisation.

Afin de procéder à l'indemnisation des commerçants dont l'entreprise a subi une baisse de chiffre d'affaires attestée, due aux travaux de réfection du Cours de la République entrepris par la commune, celle-ci doit conclure un protocole d'accord transactionnel avec chacun. Cet accord doit permettre un règlement amiable de la situation

litigieuse impliquée par les dommages subis, ce qui implique de la part des demandeurs qu'ils renoncent à toute action en justice ayant pour objet la même demande.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- D'approuver les avis formulés par la commission d'indemnisation à l'amiable des commerçants du Cours de la République relatifs aux montants des indemnités correspondant aux baisses de chiffres d'affaires des entreprises ayant déposé une demande, tels qu'exposés ci-dessus.
- De m'autoriser à signer un protocole d'accord transactionnel avec chaque demandeur dont le dossier a été déclaré recevable par la commission pour le paiement des indemnités accordées et à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.
- De dire que les sommes correspondant aux indemnités devront être versées aux demandeurs et feront l'objet d'une imputation à ouvrir sur le budget de l'année 2026 de la commune.

Il convient d'en délibérer.

Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **7. Convention de mise à disposition d'un bien communal au bénéfice de la CCRLCM**

**M. FORCADA :** Bérengère LECEA, dossier suivant.

**Mme LECEA :** Cette délibération porte sur la convention de mise à disposition d'un bien communal au bénéfice de la CCRLCM.

L'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) «La Lauseta» à Lézignan-Corbières est géré pendant les vacances scolaires par la CCRLCM et exerce ses activités habituellement sur le complexe sportif de GAUJAC. À la suite de la tempête Nils ayant causé de nombreux dégâts matériels sur ce terrain, la commune entend mettre à disposition de la CCRLCM les locaux de l'école Daudet afin que La Lauseta puisse continuer à organiser ses activités.

À cette fin, une convention de mise à disposition des locaux communaux doit être signée entre la commune et la CCRLCM.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- D'approuver cette mise à disposition ;
- D'approuver le projet de convention annexé à la présente ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition de bâtiments communaux au bénéfice de la CCRLCM et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Merci. Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **GESTION DES SERVICES PUBLICS**

### **8. Rapport d'activités du service public du camping municipal**

**M. FORCADA :** Christine BÉNET pour la suite.

**Mme BÉNET :** Bonsoir à toutes, bonsoir à tous. Rapport d'activités du service public du camping municipal. Je vous fais grâce des vus.

Par la délibération n° 2024-124 du 15 novembre 2024, le Conseil municipal a approuvé le choix de la SARL «Camping la Pinède» en qualité de délégataire de service public du camping de la commune pour une durée de 18 ans. Un contrat de délégation de ce service public a ensuite été signé entre la commune et le gérant de la SARL «Camping la Pinède» le 3 décembre 2024. Ce contrat prévoit notamment la production d'un rapport annuel du délégataire à partir de l'année 2026 ainsi que l'exige la loi. Il devra être produit par le gérant du camping municipal avant le 1<sup>er</sup> juin de cette année.

Néanmoins, afin de permettre au Conseil municipal de disposer d'informations sur les actions et réalisations effectuées depuis le début de l'exécution du contrat, soit depuis le mois de janvier 2025, il a été demandé au délégataire de fournir un premier document de synthèse. Ce document est annexé à la présente et souligne les actions et événements de cette gestion sur la période allant de début janvier 2025 à début janvier 2026.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations.

**M. FORCADA :** Le constat a été fait, c'est 46 arbres qui sont tombés. Malheureusement, on n'aura pas l'ombrage qu'on a l'habitude d'avoir en été. Les travaux sont en cours pour nettoyer tout ça et lui redonner un autre aspect. Ça fait partie des cicatrices que nous allons porter pendant quelques années, quelques décennies même.

### **Le Conseil municipal prend acte**

## **GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL**

### **9. Convention de servitude de passage – Parcelle BD 44**

**M. FORCADA :** L'autre, c'est Monsieur Michel MASUYER pour la convention de servitude de passage.

**M. MASUYER :** Gestion du domaine foncier communal : convention de servitude de passage, parcelle BD 44. Vu les différents articles du Code général des collectivités et du code civil ;

Vu la demande de droit de passage sur la parcelle BD 44 formulée par la SCI ALLIANCE VCMS afin de desservir un projet d'aménagement ;

Vu la demande de modification de la délibération n° 2024-147 du 19 décembre 2024 par la SCCV ALLIANCE VCMS relative à l'assiette de la servitude de passage ;

La délibération du Conseil municipal n° 2024-147 du 19 décembre 2024 a autorisé M. le Maire à signer une convention de servitude de passage avec la SCI ALLIANCE VCMS afin que celle-ci puisse permettre la circulation entre son terrain et la voie publique. Le projet de convention de servitude concernait la parcelle BD 44 appartenant à la commune et la parcelle BD 69 appartenant à la société.

Or, le notaire de cette dernière a demandé que le Conseil municipal précise l'assiette de la servitude qui est constituée, non seulement de la parcelle BD 69, mais aussi des parcelles BD 40, BD 94, et D 1212 qui jouxtent la parcelle BD 69. Ainsi, la servitude constituée permettra la circulation sur l'ensemble de l'emprise du projet de la société.

Il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet de convention de servitude de passage entre la commune de Léznigan-Corbières et la SCVV ALLIANCE VCMS entre la parcelle BD 44 et les parcelles BD 69, BD 40, BD 94 et D 1212 pour l'euro symbolique
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique constituant une convention de servitude devant notaire, ainsi que toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre. Il est à noter que les frais de notaire et tous frais annexes seront à la charge de la SCI ALLIANCE VCMS.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Mme BIRKENER :** L'entretien de la servitude reste à la Ville, du coup ?

**M. FORCADA :** La servitude n'est pas très compliquée. C'est la rue du Midi et donc ça donne accès à la rue du Midi tout simplement. Donc, une ouverture sur la rue du Midi, un trottoir et la chaussée. De l'autre côté, c'est le réseau routier qu'ils ont réalisé pour l'accès à l'ensemble des commerces. Voilà, c'est juste ça. Mais c'était nécessaire pour avoir un plan de circulation qui soit correct.

**Mme BIRKENER :** La question, c'était la servitude donnée. L'entretien de cette servitude, ça reste à la Ville ?

**M. FORCADA :** Le côté de la voirie communale, oui. La partie communale ne change pas, de toute façon. C'est juste l'accès d'un terrain sur un autre. C'est tout. Il n'y a rien entre les deux. Alors, c'est adopté à l'unanimité. C'est parfait.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

### **10. Fixation des taux de promotion 2026 relatifs aux avancements de grade**

**M. FORCADA :** La fixation des taux de promotion relatifs aux avancements de grade. Donc, le Comité Social Territorial s'est réuni le 17 février de cette année et a pris les décisions suivantes concernant les différentes filières.

Pour les cadres d'emploi :

- Filière administrative :
  - Pour les attachés, catégorie A. Pour le grade d'avancement, l'attaché principal, c'est 100 %.
  - Le cadre rédacteur, catégorie B, rédacteur principal première classe, 0 %, il n'y en a pas.
  - Adjoint administratif C, adjoint administratif principal de première classe, c'est 100 %.
- Filière technique :
  - Agents de maîtrise C, agent de maîtrise principal, c'est 100 %.
  - Adjoints techniques : principal première classe, c'est 44 % ; principal deuxième classe, c'est 33 %.
- Filière sociale : agents sociaux, catégorie C, agent social principal de première classe, c'est 66 %.
- Police municipale, qui est toujours à part, catégorie C, Brigadier-Chef principal, 50 %.

Il est demandé :

- D'approuver la fixation des taux de promotion applicables à l'effectif des fonctionnaires des cadres d'emploi remplissant les conditions d'avancement de grade selon le tableau ci-dessus ;
- De m'autoriser à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

### **11. Modification de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à la filière police municipale – Part fixe**

**M. FORCADA :** La modification de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à la filière police municipale. C'est toujours une filière qui est à part.

À la suite de la refonte du régime indemnitaire de la filière de police municipale issue du décret n° 2024-614 entré en vigueur le 29 juin 2024, une Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) peut être versée aux fonctionnaires relevant de ladite filière. L'ISFE est constituée d'une part fixe et d'une part variable, déterminées dans les conditions suivantes :

- La part fixe de l'ISFE est calculée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension, un taux individuel
- La part variable de l'ISFE est fixée dans la limite de montants réglementaires.

Donc les montants sont fixés comme suit :

- Chef de service de la police municipale, c'est 32 %, le montant maximum, c'est 7 000 €.
- Agents de police municipale, c'est 30 % avec un maximum de 5 000 €.

S'agissant de la part fixe, et dans le cadre d'une réorganisation du service, il est proposé de modifier les taux de la façon suivante :

- Chef de service de PM : 32 %
- Responsable de service : 30 %
- Adjoint au chef de service : 28 %
- Agents de police municipale : 25 %

Il est ainsi proposé au Conseil municipal :

- D'approuver à compter du 1<sup>er</sup> mars 2026 la nouvelle répartition des taux concernant la part fixe, tels qu'exposés ci-dessus.
- De m'autoriser à signer tous les actes relatifs à l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement de la filière police municipale afin de mettre en œuvre la présente délibération.

Des questions ? Je passe au vote, qui est contre, qui s'abstient ? Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **12. Créations de postes dans le cadre des avancements de grade pour l'année 2026**

**M. FORCADA :** La création de postes dans le cadre des avancements de grade pour l'année.

Conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil municipal, de modifier le tableau des effectifs, afin de permettre la nomination des agents dans le cadre des avancements de grade pour l'année 2026.

L'avancement de grade correspond à un changement de grade à l'intérieur d'un cadre d'emploi. Il permet d'accéder à un niveau de fonction et d'emplois plus élevés. L'autorité territoriale recense grade par grade l'ensemble des agents remplissant les conditions pour avancer au grade supérieur.

Il est proposé au Conseil municipal de créer les postes correspondants à ces avancements et ne figurant pas à ce jour au tableau des effectifs :

- Création d'un poste d'attaché principal à temps complet
- Création d'un poste de brigadier-Chef principal à temps complet
- Création de deux postes d'agent de maîtrise principal à temps complet
- Création d'un poste d'agent social principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet
- Création d'un poste d'agent social principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps non complet

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification du tableau des emplois annexé à la présente délibération
- De m'autoriser à signer toute pièce nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération



- D'inscrire au budget les crédits correspondants.

Il convient d'en délibérer.

Est-ce que vous avez des questions ? Pas de question ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **CULTURE ET PATRIMOINE**

### **13. Avenant à la convention avec le Centre Départemental de Gestion de l'Aude relative à la documentation et à l'archivage**

**M. FORCADA :** Bérengère pour la suite, culture et patrimoine.

**Mme LECEA :** Rebonjour. Cette délibération porte sur l'avenant à la convention avec le Centre Départemental de Gestion de l'Aude relative à la documentation et à l'archivage.

Je vous fais grâce des vus.

Par délibération en date du 20 janvier 2025, le Conseil municipal a décidé, d'une part, de créer un service municipal de documentation et d'archivage et, d'autre part, de solliciter l'intervention du Centre Départemental de Gestion de l'Aude (CDG11) afin qu'une archiviste professionnelle puisse aider à la mise en œuvre d'un service municipal de documentation et d'archivage. L'intervention de cet agent est passée en 2025 par plusieurs étapes :

- 1<sup>ère</sup> étape : Sensibilisation à l'archivage de l'ensemble du personnel.
- 2<sup>ème</sup> étape : Rencontre avec l'ensemble des services pour dresser un état des lieux de l'archivage au sein de la collectivité.
- 3<sup>ème</sup> étape : Désignation de référents archives en interne.
- 4<sup>ème</sup> étape : Réalisation d'un tableau de gestion des archives communales et mise en place d'une procédure d'archivage, mise en place d'une procédure d'archivage, réalisation d'un tableau de gestion, organisation des locaux de préarchivage et préparation des futurs versements d'archives.
- 5<sup>ème</sup> étape : Organisation d'une journée régulière d'archivage pour impliquer l'ensemble des agents dans les opérations d'archivage.
- 6<sup>ème</sup> étape : Organisation du récolement pré-élection municipale au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2026.

À l'issue de cette sixième étape, le CDG11 a proposé de suivre le fonctionnement du service municipal de documentation et d'archivage pendant une durée d'un an. CDG11 a soumis un devis d'intervention de 13 860 €, le 16 octobre 2025, au maire de Lézignan-Corbières visant à poursuivre pendant un an cette mission d'assistance. Il est ainsi nécessaire d'apporter un avenant à la convention entre la commune et le CDG11 afin de prolonger cette collaboration pour une durée d'une année à partir de la date de signature de celui-ci, soit à partir du 6 février 2026.

Il est demandé au conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire à poursuivre la collaboration avec le CDG11 en matière de documentation et d'archivage et à signer l'avenant à la convention initiale ;
- D'autoriser le paiement de la somme de 13 860 € au CDG11 pour son intervention ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette présente délibération.

**M. FORCADA :** Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

**Approuve à l'unanimité**

## **HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE**

### **14. Avenant n° 1 à la convention "Petites Villes de Demain" valant Opération de Revitalisation du Territoire de Lézignan-Corbières**

**M. FORCADA :** Michel MASUYER.

**M. MASUYER :** Merci. Habitat et politique de la ville, avenant n° 1 à la convention "Petites Villes de Demain" valant Opération de Revitalisation du Territoire de Lézignan-Corbières

Vu le programme national "Petites Villes de Demain" ;

Vu la délibération n° 2023-44 du 28 mars 2023 relative au périmètre d'application de l'Opération de Revitalisation du Territoire ;

Vu la convention Petites Villes de Demain valant Opération de Revitalisation du Territoire signée le 16 juin 2023 ;

La convention cadre "Petites Villes de Demain" (PVD) valant Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) de LÉZIGNAN-CORBIÈRES conclue initialement le 16 juin 2023 fixait les modalités de mise en œuvre de l'Opération de Revitalisation de Territoire et du programme "Petites Villes de Demain", afin de revitaliser le centre-ville du territoire de la commune. Cette convention portait sur deux objets complémentaires :

- L'Opération de Revitalisation des Territoires, dispositif défini par l'article L. 303-2 du Code de la construction et de l'habitation,
- Le programme Petites Villes de Demain porté par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires dont l'échéance, initialement fixée au 31 mars 2026, a été prorogée au 31 décembre 2026.

L'avenant proposé a pour objet de proroger la durée de validité de ladite convention, afin de permettre la poursuite et l'achèvement des actions prévues.

Le volet de la convention portant sur le programme Petites Villes de Demain sera ainsi prorogé jusqu'au 31 décembre 2026, conformément à l'instruction transmise aux Préfets de Région, soit une prolongation de la convention de 9 mois.

Le volet "Opération de Revitalisation des Territoires" quant à lui, fait l'objet d'une prorogation jusqu'au 31 décembre 2032 soit une prolongation de 3 ans.

Il est précisé que cet avenant prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties prenantes.

Il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver l'avenant à la convention Petites Villes de Demain et Opération de Revitalisation du Territoire.
- D'approuver la prorogation du volet de la convention portant sur le programme Petites Villes de Demain jusqu'au 31 décembre 2026.
- D'approuver la prorogation du volet de la convention portant sur "Opération de Revitalisation du Territoire" jusqu'au 31 décembre 2032.
- D'autoriser M. le Maire à signer cet avenant et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des questions ? C'est important pour la suite puisque ça ouvrira les portes des subventions avec l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat.

Donc, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**15. Convention "Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain"**

**M. FORCADA :** Michel MASUYER, toujours.

**M. MASUYER :** Toujours Habitat et politique de la ville, convention "Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain"

Vu le Code des collectivités territoriales,

Vu l'article L. 303-1 et L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivant du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu le règlement général de l'Agence Nationale de l'Habitat ;

Vu la circulaire n° 2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat ;

Vu la convention des Petites Villes de Demain valant Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) prise en application de l'article L. 302 du code de la construction et de l'habitation adoptée par la commune de Lézignan-Corbières le 16 juin 2023 ;

Vu le Plan Départemental de l'Habitat (PDH) et le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2024-2029 élaboré conjointement, piloté par l'Etat et le Conseil départemental de l'Aude, approuvé le 15 juillet 2024 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme, approuvé par la commune de Lézignan-Corbières le 21 décembre 2017 ;

Vu le projet de convention et ses annexes ;

La commune est lauréate du programme Petites Villes de Demain (2021-2026) porté par l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires. Celui-ci vise à donner aux communes de moins de 20 000 habitants, jouant un rôle de centralité, les moyens de mettre en œuvre leur projet de revitalisation et contribuer à créer un cadre de vie attractif pour les habitants du territoire.

La convention cadre valant Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) signée avec l'Etat a été adoptée par la délibération n° 2022-191 du conseil municipal du 8 décembre 2022 et la délibération n° 2023-85 du conseil communautaire Région Lézignanais, Corbières et Minervois du 05 avril 2023. La mise en œuvre de l'orientation stratégique n° 1 intitulée « Engager une dynamique de réhabilitation exemplaire et adapter l'habitat dans le centre ancien » est conditionnée à la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec un volet Renouvellement Urbain (OPAH-RU) ». Les ambitions définies dans la Convention Cadre valant ORT pour cette orientation stratégique sont :

- Répondre aux besoins des habitants concernés en termes de salubrité, d'accessibilité et de moindre consommation énergétique
- Initier une reconquête du centre ancien par de nouveaux résidents dont les profils socio-économiques offrent un meilleur équilibre de peuplement.

Les objectifs opérationnels également exprimés dans la Convention Cadre valant ORT sont :

- La restructuration de plusieurs îlots à l'intérieur de la circulade
- La diversification de la typologie des logements à produire
- Le repérage des situations de mal logement et les actions pour y remédier

Le 10 mai 2023, la commune a confié l'élaboration d'une étude pré-opérationnelle OPAH-RU à URBANIS-Agence régionale de Nîmes. Cette étude a permis d'arrêter une stratégie opérationnelle adoptée en Comité de Pilotage le 25 avril 2024 et s'appuie sur quatre points-clés indissociables :

- Volet préventif
  - Permis de louer
  - Respect des règles d'urbanisme
- Volet incitatif :

- Aide à la définition des projets (pour les propriétaires et locataires)
- Subventions de(s)collectivité(s) aux propriétaires occupants ou bailleurs
- Subventions de(s)collectivité(s) aux copropriétés dégradées
- Volet coercitif :
  - Lutte contre l'habitat indigne
- Volet curatif :
  - Traitements d'îlots dégradés
  - Recyclage d'immeubles bloqués
  - Action sur les dégradations les plus lourdes

En attente du contenu du Pacte Territoriale France Rénov' entre le Département de l'Aude d'une part et d'une éventuelle avancée du Plan Local de l'Habitat de la Communauté de Communes Région Lézignanaise, Corbières et Minervois d'autre part, le calibrage de l'opération qui a permis l'écriture de la présente convention n'a pu être retenu qu'en comité de pilotage du 09 décembre 2025.

Les objectifs globaux sur les cinq années de la convention sont de 92 logements réhabilités (voir répartition à l'article 4 « Objectifs quantitatifs de réhabilitation » de la convention), hors restructuration des cinq premiers îlots dégradés à l'intérieur de la circulade. Pour ce faire, il est prévu un abondement des aides de l'ANAH par la commune allant de 10 à 35 % suivant le type d'intervention tel que décrit à l'article 5.2 de la convention.

Le suivi-animation de cette opération sera confié à un opérateur externe qui aura pour mission d'accompagner au plus près les ménages, propriétaires occupants comme bailleurs et les collectivités signataires. La convention précise les missions dévolues à l'opérateur et les modalités de suivi de cette convention entre les signataires.

Concernant les aides à l'opération dite « façades et devantures commerciales », elles feront l'objet d'un règlement d'intervention spécifique élaboré dans le second trimestre de l'année 2026 après recrutement d'un architecte qui en assurera également l'animation en régie.

Conformément à l'article L303-1 du code la construction et de l'habitat, le projet de convention sera mis à disposition du public pendant un mois avant sa signature. La convention pourra être consultée en mairie pendant toute sa durée de validité.

Par conséquent, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le contenu du projet de la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat-Renouvellement Urbain, annexé à la présente délibération.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat-Renouvellement Urbain (et ses avenants), aux côtés de l'Etat représenté par Monsieur le Préfet
- De l'autoriser à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération et de la convention.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Merci, des questions ?

**M. PÉNAVAIRE :** C'est simplement pour dire qu'on est parfaitement d'accord avec cette délibération qui va nécessiter des besoins immenses pendant très longtemps. C'était en fait le projet que Michel MAÏQUE avait porté et qui a été interrompu pendant les quelques années qui viennent de passer. Alors évidemment, il y a l'OPAH-RU, il y a des moyens supplémentaires liés à la politique de la Ville. En tout cas, maintenant, nous sommes en 2026 et ça me paraît tout à fait important qu'on se décide à rénover le centre-ville et c'est vraiment une action municipale essentielle.

**M. FORCADA :** D'autres remarques ? Merci, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## 16. Financement de projets retenus dans le cadre de l'appel à projets 2026 « Politique de la ville – Cité éducative »

**M. FORCADA :** Christine BÉNET.

**Mme BÉNET :** Financement de projets retenus dans le cadre de l'appel à projets 2026 « \_Politique de la ville – Cité éducative ».

Je vous fais grâce des vus.

La réforme de la géographie prioritaire officialisée par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine redéfinit les quartiers prioritaires à partir d'un critère unique de sélection : le revenu des habitants. Le centre-ville de Lézignan-Corbières ayant intégré, fin 2014, les territoires-cibles de ce nouveau dispositif, la commune bénéficie désormais de la politique de la ville pour la 11<sup>ème</sup> année consécutive. Un contrat de ville avait été rédigé et signé avec 18 partenaires, le 31 août 2015, dont l'Etat, la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude, le Conseil Départemental de l'Aude et la Région Occitanie. Il constitue le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville recouvrant en effet à la fois les enjeux de cohésion sociale, de développement urbain et de développement économique, tout en permettant de formaliser les engagements pris par l'Etat, les collectivités territoriales et les autres partenaires de la politique de la ville au bénéfice des habitants du quartier défavorisé. Le contrat de ville s'appuie également sur le projet de territoire élaboré début 2015 et tient compte des enjeux nationaux identifiés par l'Etat et déclinés localement.

Le lundi 25 mars 2024 a été signé en mairie de Lézignan-Corbières le nouveau contrat de ville 2024-2030. L'appel à projets de la politique de la ville pour 2026 décline les 5 enjeux transversaux et les 3 priorités restreintes qui figurent dans ce second contrat de ville. Pour être éligibles, les dossiers déposés au titre de l'appel à projets 2026 doivent :

- S'inscrire dans les axes stratégiques définis dans le cadre du contrat de ville actuel.
- Répondre aux objectifs définis dans le présent appel à projets pour être considérés comme prioritaires.
- Concerner le quartier prioritaire du centre-ville et avoir un effet levier sur le droit commun, les actions proposées dans le cadre du contrat de ville ne pouvant se substituer aux dispositifs existants.
- Identifier précisément les besoins auxquels l'action répondra, les objectifs qualitatifs et quantitatifs attendus ainsi que le déroulement précis de l'action.
- Démontrer la capacité du porteur de projet à réaliser son action dans les conditions fixées dans le dossier et à aboutir aux résultats attendus dans les délais (moyens mis en œuvre, compétence des intervenants, aptitude à mobiliser les publics ciblés, etc...).

En ce qui concerne la cité éducative, elle est désormais pleinement intégrée à la politique de la ville dont elle constitue le pilier « Éducation ». Ses axes majeurs sont :

- Lutter contre le décrochage scolaire, pour le raccrochage des élèves et la persévérance scolaire.
- Développer et valoriser les attitudes citoyennes sur le territoire.
- Ouvrir le champ des possibles en favorisant l'insertion socio-professionnelle, l'orientation scolaire et l'emploi.

Pour rappel, la cité éducative se déploie bien au-delà de la seule question de la scolarité car elle se doit de constituer un laboratoire d'expériences, un moyen de transformation de nos modes d'intervention ainsi que de nouveaux modes de coopération. La cité éducative concerne donc les établissements du premier degré ainsi que les collèges et lycée de Lézignan-Corbières situés hors du QPV. Quant au public impliqué, la cité éducative vise les enfants de 0 à 25 ans et leur famille. C'est donc l'ensemble des tranches d'âges et des périodes charnières qui sont ciblées (les 0-3 ans et 3-6 ans/6-15 ans/les 16-18 ans et les 18-25 ans). Sont également intégrées l'approche des publics spécifiques (familles monoparentales, jeunes parents, décrocheurs scolaires, enfants en situation de handicap...), les questions de genre, l'égalité femmes/hommes ainsi que les transitions (environnement, santé...)

Lors de sa réunion du jeudi 29 janvier 2026, le comité de pilotage du contrat de ville et de la cité éducative de Lézignan-Corbières a décidé de retenir un certain nombre de projets qui répondaient aux conditions exposées

ci-dessus, parmi lesquels la ville de Lézignan-Corbières a été sollicitée afin d'allouer un certain nombre d'aides financières.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement des subventions suivantes au titre de l'appel à projets de la politique de la ville/cité éducative pour 2026 pour un montant total de 78 586,00 €

a. CITÉ ÉDUCATIVE

1. AMI «Projet socio-éducatif 2026» :

- Objet du projet : Appui aux enfants et aux parents en complément de l'école afin de participer à la lutte contre l'absentéisme, à l'égalité des chances, de favoriser l'aide à la parentalité, mais aussi de renforcer le lien social et la mixité.
- Montant du projet : 59 962 €.
- Montant de la subvention proposée : 11 000 €.

2. Entreprendre pour apprendre «Projet mini-entreprise»

- Objet du projet : Travailler à l'insertion et à l'orientation des jeunes par la découverte de l'entreprise.
- Montant du projet : 15 500 €
- Montant de la subvention proposée : 2 000 €.

3. FACE Aude «Fabrik inclusive. L'entreprise et moi»

- Objet du projet : Mobiliser les entreprises afin de lever les freins à l'emploi et lutter contre le décrochage scolaire.
- Montant du projet : 23 500 €.
- Montant de la subvention proposée : 1 500 €.

4. GEE Aude «Jardins citoyens»

- Objet du projet : favoriser le lien social, intergénérationnel et la transition écologique
- Montant du projet : 18 650 €.
- Montant de la subvention proposée : 2 000 €.

5. GEM OPRÉ «Prévention et sensibilisation en santé mentale pour les 11-18 ans»

- Objet du projet : Déstigmatiser les pathologies psychiques et favoriser une meilleure compréhension des réalités vécues par les jeunes des collèges, lycées et centre de formation
- Montant du projet : 1 200 €
- Montant de la subvention proposée : 400 €

6. Maison des Jeunes et de la Culture «Sport pour tous»

- Objet du projet : Favoriser le vivre ensemble et contribuer à la santé publique en encourageant l'activité physique régulière.
- Montant du projet : 26 700 €.
- Montant de la subvention proposée : 3 000 €.

7. Maison des Jeunes et de la Culture «Insertion et apprentissage par le faire»

- Objet du projet : Changer le regard des jeunes sur l'entreprise, lutter contre l'illettrisme et la fracture numérique, redonner confiance aux jeunes en difficultés.
- Montant du projet : 37 150 €
- Montant de la subvention proposée : 5 000 €.

8. Maison des Jeunes et de la Culture «Émancipation par la culture»

- Objet du projet : Favoriser l'accès à la culture pour tous et en faire un levier de lien social
- Montant du projet : 54 630 €
- Montant de la subvention proposée : 4 000 €.

9. PEPS Aude « Apprendre et partager en famille »

- Objet du projet : Soutien scolaire et accompagnement parental.
- Montant du projet : 59 469 €
- Montant de la subvention proposée : 4 500 €.

10. PEPS Aude « CLAS »

- Objet du projet : Accompagnement scolaire en dehors des heures de cours.
- Montant du projet : 33 341 €
- Montant de la subvention proposée : 5 121 €

11. Les Petits Débrouillards « Le parcours scientifique »

- Objet du projet : Sensibilisation précoce aux enjeux environnementaux et citoyens.
- Montant du projet : 38 750 €
- Montant de la subvention proposée : 3 500 €.

12. Association SEVE « Favoriser l'émancipation et le bien-être des enfants et des jeunes grâce à l'approche philosophique »

- Objet du projet : Proposer des espaces d'expression et de réflexion favorisant l'esprit critique
- Montant du projet : 18 057 €
- Montant de la subvention proposée : 1 000 €.

13. Association Unis-Cité « Boosterpro »

- Objet du projet : Combiner engagement citoyen et accompagnement professionnel en faveur de jeunes mineurs décrocheurs scolaires.
- Montant du projet : 82 157 €
- Montant de la subvention proposée : 3 500 €.

14. Compagnie théâtrale Quatrième acte « Projet Pandore »

- Objet du projet : Lutter contre les violences sexistes et sexuelles.
- Montant du projet : 21 300 €
- Montant de la subvention proposée : 4 000 €

b. POLITIQUE DE LA VILLE

15. Compagnons bâtisseurs « Auto-Réhabilitation Accompagnée »

- Objet du projet : Permettre aux habitants d'améliorer directement leurs conditions de vie, la sécurité et le confort de leur logement en étant accompagnés dans leurs démarches.
- Montant du projet : 45 600 €
- Montant de la subvention proposée : 4 000 €

16. Association Aide Recherche pour Jeunes et Institutions « Familles gitanes : coproduire et agir ensemble pour des actions d'accompagnement social, médico-sociale, économique et solidaire »

- Objet du projet : lutter contre les discriminations, réduire les inégalités éducatives et soutien à la parentalité.
- Montant du projet : 24 400 €
- Montant de la subvention proposée : 3 500 €

17. ISCAP « Auto-école solidaire »

- Objet du projet : permettre à 13 jeunes de 18-25 ans de préparer les épreuves du permis de conduire grâce à un accompagnement renforcé.
- Montant du projet : 21 775 €
- Montant de la subvention proposée : 3 500 €

18. CIDFF « Intervenante Sociale en Police Gendarmerie »

- Objet du projet : Accueil en gendarmerie des victimes de violences intrafamiliales.
- Montant du projet : 11 400 €
- Montant de la subvention proposée : 4 085 €

19. Compagnie Conduite intérieure « Théâtre à La Source, transmission et citoyenneté »

- Objet du projet : Ateliers de théâtre et résidences artistiques afin de favoriser la participation citoyenne et le vivre ensemble.
- Montant du projet : 52 568 €
- Montant de la subvention proposée : 3 000 €

20. Association Petit à petit « Ru'elles Rencontres en pied de cité »

- Objet du projet : Répondre aux besoins identifiés de l'isolement des femmes, lutter contre le faible recours aux dispositifs existants, favoriser le lien social et mettre en place des espaces de soutien à la parentalité.
- Montant du projet : 4 900 €.
- Montant de la subvention proposée : 2 450 €.

21. Evaluation de la cité éducative

- Objet du projet : évaluation annuelle de la cité
- Montant du projet : 12 060 €
- Montant de la subvention proposée : 6 030 €

22. Culture du cœur « Scènes de lectures » :

- Objet du projet : encourager la lecture chez les jeunes du quartier prioritaire de la ville (distribution de livres, travail en classe et lecture théâtralisée)
  - Montant du projet : 5 000 €
  - Montant de la subvention proposée : 1 500 €
- D'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Merci pour le marathon. Les actions qui vous sont proposées, est-ce que vous avez des remarques à faire ? Ça fait partie de la partie éducative, ça va de 0 à 25 ans pour les Cités éducatives maintenant. Et c'est quand même un budget annuel, je vous le rappelle, qui nous aide énormément puisque c'est 150 000 € qui nous sont accordés par an, plus 15 000 € au collège Rosa Parks. Ça fait 165 000 € injectés dans la partie associative, puisque ce sont les associations qui font les différentes interventions, et pendant trois ans. Ce sont quand même des montants qui sont relativement importants et au bénéfice encore une fois de notre jeunesse. Donc je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**



## **PREVENTION ET SECURITE CIVILE**

### **17. Création d'une FATO et d'une station d'avitaillement au sein de l'aérodrome Pierre-Georges LATÉCOÈRE**

**M. FORCADA :** William COMBES.

**M. COMBES :** Merci. Donc prévention et sécurité, création d'une FATO et d'une station d'avitaillement au sein de l'aérodrome Pierre-Georges LATÉCOÈRE.

Avant que vous me demandiez, une FATO est un acronyme anglais que je ne maîtrise pas et que l'on peut traduire par aire d'approche finale et de décollage, donc plus simplement, un héliport.

L'année 2025 restera dans les mémoires comme l'année des feux dans le département de l'Aude en général, dans le Narbonnais et les Corbières en particulier. 30 000 hectares d'espaces naturels ont été brûlés dans notre département, dont 20 000 hectares de forêt, soit deux fois plus que la moyenne annuelle de 2006 à 2021. Ainsi, le 7 juillet, 1 500 hectares sont partis en fumée à Narbonne, puis 300 hectares à Sigean le 26, avant que ne sévisse l'ogre des Corbières, au début du mois d'août, avec ses 11 000 hectares détruits en 24 heures, pour celui qui restera le feu de forêt le plus important dans l'Aude depuis 50 ans.

Le SDIS de l'Aude et les services de l'État ont très rapidement tiré les enseignements de cette catastrophe humaine et environnementale, tant pour ce qui concerne les moyens à engager que la façon de combattre le feu. Le Maire de Lézignan-Corbières n'a pas été en reste, puisqu'il a évoqué auprès du président et du directeur du SDIS le rôle que pourrait tenir sa commune dans ce dispositif. Car au-delà de l'accueil annuel d'un détachement de la Sécurité Civile, Gérard FORCADA a fait allusion, tout en soulignant la place centrale de la ville de Lézignan-Corbières entre les Corbières, le littoral et la Montagne Noire, à la présence capitale de la plateforme aéronautique de l'aérodrome Pierre-Georges LATÉCOÈRE. Ce dernier est actuellement doté d'une piste revêtue de 1 000 mètres de long, d'une piste non revêtue de 800 mètres, et d'un péricandrome susceptible d'accueillir les avions Morane employés par le SDIS de l'Aude et de l'Hérault.

Afin de participer à la protection, bien entendu de Lézignan-Corbières, mais aussi et surtout de la plaine lézignanaise, du littoral, des Corbières et de la Montagne Noire, l'aérodrome municipal est susceptible d'accueillir un ou des hélicoptères bombardiers d'eau armés par le SDIS 11. Il dispose pour ce faire d'un hangar permettant d'abriter le ou les hélicoptères en question, de locaux pour héberger le ou les équipages pendant la journée, ainsi que d'un service AFIS performant destiné à veiller à la sécurité des décollages et des atterrissages. Si l'expérience s'avérait concluante, il pourrait être envisagé la création d'un héliport, ou d'une aire d'approche finale et de décollage. La mise en œuvre d'un tel dispositif devrait faire l'objet d'une évaluation de la sécurité d'un changement de système fonctionnel (ELISA), et d'une autorisation de la DSAC-Sud et d'un arrêté préfectoral pour autoriser un décollage et un atterrissage sécurisé du ou des hélicoptères à partir de cette zone. Mais la création de cette FATO, ainsi que la présence d'hélicoptères bombardiers d'eau, implique également la construction d'une station d'avitaillement en Jet A1 et AVGAS 100LL.

Cette dernière permettra d'approvisionner les avions militaires susceptibles de procéder à des largages réguliers de parachutistes, plusieurs corps de troupes aéroportées ayant fait part de leur intérêt pour l'utilisation régulière de la plateforme de Lézignan.

In fine, la mise en œuvre de la FATO autorisera l'hélicoptère du SAMU à atterrir en toute sécurité. En effet, l'imbrication de la Dropping Zone (DZ) actuelle au sein du centre de secours principal de Lézignan-Corbières, et la proximité des bâtiments et de véhicules, posent des problèmes, compte tenu des risques de projection d'objets divers et variés par le flux des rotors des hélicoptères.

Monsieur le Maire a entendu réagir rapidement après avoir suggéré la mise en œuvre d'une FATO et d'une station d'avitaillement. Ainsi, dans le cadre d'un MAPA, il convient de conclure un contrat de maîtrise d'œuvre avec le cabinet d'études SOGETI INGÉNIERIE AIRPORTS basé à Canejan dans la Gironde, qui a été chargé d'assister les services municipaux dans la réalisation des différents documents de sécurité, dans la rédaction des marchés publics à venir, ainsi que la surveillance des travaux envisagés. De tels investissements ont fait l'objet

d'une première estimation à environ 500 000 €, leur financement étant prévu dans le cadre du budget primitif de 2026 de la commune.

Il faut souligner l'intérêt général que représentent ces deux réalisations destinées à sécuriser les transports sanitaires d'urgence et à participer activement à la lutte contre les feux de forêt.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de la création d'une aire d'approche finale et de décollage ainsi que la construction d'une station d'avitaillement en Jet A1 et AVGAS 100LL au sein de l'aérodrome Pierre-Georges LATÉCOÈRE.
- De solliciter toutes les subventions possibles auprès du Conseil départemental de l'Aude, de la Région et de l'État pour la réalisation de ce projet.
- D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Ce projet a été présenté initialement au Premier ministre quand il est venu à Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse, avec mon directeur général des services, et également à Monsieur le Préfet, qui ont été très positifs sur cette partie sécuritaire qui pourrait être développée par notre centralité, donc avec le rayon d'action qui est moins contraignant que sur un aéroport, puisqu'évidemment un aéroport, il y a des contraintes horaires avec tous les avions qui arrivent ou qui partent. Et donc la réactivité que l'on demande à un service de sécurité, donc soit les pompiers ou autres, ou je dirais pour la partie santé, il y a une contrainte, c'est d'attendre que les avions partent ou atterrissent pour pouvoir disposer des pistes. Nous, on a l'avantage de disposer de ces pistes-là, que ce soit celle en herbe ou celle en dur, et la seule contrainte, c'est tout simplement d'arrêter l'activité pour quelques instants, en tout cas, qui est traditionnelle à Lézignan, c'est-à-dire le parachutisme et la section de vol qui existe à Lézignan. Mais il n'y a pas les contraintes horaires. Donc, c'est ce qui a donné une impulsion encore plus importante compte tenu de ce dispositif.

Donc, l'avenir nous appartient et j'espère que ce n'est pas un projet de la Ville, c'est un projet pour le territoire, et un territoire élargi, très élargi puisqu'évidemment, ils peuvent intervenir de Lézignan dans toutes les Corbières, tout le littoral méditerranéen et l'intérieur des terres avec la rapidité qui peut être due à leur disponibilité.

Vous avez des questions ? Monsieur PÉNAVAIRE.

**M. PÉNAVAIRE :** Donc vous avez rencontré le Premier ministre. Il a dû vous dire que peut-être il allait donner quelques subventions, et à quel niveau ce serait ?

**M. FORCADA :** La négociation ne se passe pas comme ça. D'ailleurs, je n'attendais pas une réponse à la minute sur un dossier qui ne lui était pas présenté. Je lui ai présenté de façon spontanée.

**M. PÉNAVAIRE :** D'accord. Donc, ça veut dire que vous n'avez pas encore fait d'étude pour savoir quelles seraient les subventions...

**M. FORCADA :** Les subventions vont être demandées, bien sûr.

**M. PÉNAVAIRE :** D'accord, merci.

**M. FORCADA :** Les discussions sont ouvertes, mais elles sont déjà dans une démarche qui vient puisqu'on a reçu aussi les responsables du SDIS. Ils sont venus, ils ont confirmé que l'intérêt était vraiment réel. Donc, s'ils souhaitent avoir ce dispositif à leur disposition, il faut qu'il soit évidemment accompagné par le plus large possible parce qu'il n'est pas question qu'on prenne en charge 500 000 € comme ça et le restant qui viendra, parce que là aussi, il y a une perspective de réflexion de pistes pour des porteurs plus importants que ce qu'on peut avoir aujourd'hui à Lézignan.

Donc, je pense qu'on peut imaginer le meilleur, à condition que l'accompagnement soit là. On ne fera jamais rien tout seul.

**M. PUJOL** : Juste, vous comptez solliciter l'intercommunalité pour le tour de table ?

**M. FORCADA** : Bien évidemment, j'espère. Merci pour la question.

S'il n'y a pas d'autres remarques, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**SANTÉ PUBLIQUE**

**18. Convention entre la commune et la Fondation 30 Millions d'amis pour la stérilisation et l'identification des chats libres sauvages**

**M. FORCADA** : Santé publique, Christine BÉNET.

**Mme BÉNET** : Convention entre la commune et la Fondation 30 Millions d'Amis pour la stérilisation et l'identification des chats libres sauvages.

Je vous fais grâce des vus.

Les enjeux qui entourent la gestion des chats libres sauvages sont multiples : sanitaires, économiques, environnementaux et relatifs au bien-être animal.

La gestion des chats non identifiés dans la commune relève de la compétence de la police du maire, prévue par le Code général des collectivités territoriales. Le code rural et de la pêche maritime traite également de cette question : il précise la responsabilité incombant au Maire dans la mise en place des actions de gestion des animaux errants.

Face à ces réalités, la Fondation 30 Millions d'Amis propose une convention avec les maires qui la sollicitent pour des campagnes de stérilisation et d'identification des chats libres. La Fondation 30 Millions d'Amis propose de gérer leur population en maîtrisant leur prolifération, une solution efficace qui a maintes fois fait ses preuves : contrôler leur reproduction par la stérilisation. Née du constat que l'euthanasie ou le déplacement des colonies de chats est inefficace contre la pullulation, cette pratique reconnue par tous les experts mondiaux, et en particulier ceux de l'Organisation Mondiale de la Santé, respecte la sensibilité de nos concitoyens envers la vie des animaux de compagnie.

D'une part, la stérilisation stabilise automatiquement la population qui continue de jouer son rôle de filtre contre les rats et les souris.

D'autre part, elle enrayer le problème des odeurs d'urine et des miaulements des femelles en période de fécondité. De plus, le chat étant un animal territorial, ceux présents sur un site empêchent tout autre chat de s'y introduire. Si des chats résident en un lieu, c'est qu'il existe en effet un biotope favorable, et les éradiquer entraîne leur remplacement spontané et immédiat par d'autres.

Il faut savoir qu'un couple de chats non stérilisés peut théoriquement engendrer une descendance de plus de 20 000 individus en quatre ans.

**M. FORCADA** : Ils sont performants !

**Christine BÉNET** : Exactement. Le projet de convention annexé à la présente a pour objet principal l'organisation de la stérilisation et de l'identification des chats libres sauvages sur le territoire communal, afin de maîtriser les populations de chats sans propriétaire par le contrôle de leur reproduction. Les chats sans maître qui seront trappés seront stérilisés et identifiés au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis, puis relâchés sur les lieux de trappage.

La Fondation accorde un budget pour l'année 2026 à la commune pour la réalisation de ses objectifs, selon des tarifs précisés dans la convention, et pour une population de 50 chats traités pour l'année 2026. Dans le cas où les honoraires de vétérinaires dépassaient ces tarifs, le surplus serait facturé à la commune.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet de convention annexé à la présente délibération entre la commune et la Fondation 30 Millions d'Amis, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention.
- D'autoriser le paiement par la commune de frais liés à l'identification, à la stérilisation des chats libres en cas de dépassement des frais forfaitaires pris en charge par la Fondation 30 Millions d'Amis, ainsi que des frais de soins jugés nécessaires par les vétérinaires.
- D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** « Des questions ? Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**19. Convention entre la commune, l'association « Lézi'chat – Protection féline de Lézignan » et la clinique FamilyVets**

**Mme BÉNET :** Convention entre la commune, l'association « Lézi'chat – Protection féline de Lézignan » et la clinique FamilyVets.

La gestion des chats libres sauvages sur le territoire relève de la compétence du maire, qui doit mettre en œuvre des actions concrètes. L'association « Lézi'chat » a pour mission générale de lutter contre la prolifération féline par la stérilisation, l'identification et le suivi sanitaire des chats errants ou abandonnés sur le territoire de la commune de Lézignan-Corbières, en collaboration avec la commune, les vétérinaires et les refuges.

Afin de limiter la prolifération des chats libres sauvages et d'assurer la salubrité et la tranquillité publique, ainsi que le bien-être animal, la municipalité souhaite agir en partenariat et passer une convention avec cette association et une clinique vétérinaire de Lézignan-Corbières. L'objet de la convention est d'organiser sur le territoire de la commune la capture, la stérilisation, l'identification, le soin et le relâcher, des chats libres, sans propriétaire ni détenteur, vivant en groupe dans des lieux publics, afin de maîtriser leur reproduction.

L'association s'engage notamment à procéder à la capture et au transport des animaux vers des structures vétérinaires ou d'accueil disponible sur le territoire, à faire procéder aux soins et à l'identification de ceux-ci, à les relâcher sur le lieu de capture ainsi qu'à transmettre à la commune un bilan semestriel des actions menées.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention annexé à la présente délibération entre la commune, l'association « Lézi'chat – Protection féline » et la clinique vétérinaire « Groupe FamilyVets ».
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention.
- D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** On termine avec les chats. Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**ÉDUCATION, ANIMATION ET JEUNESSE**

## **20. Création d'un restaurant scolaire à l'école Mistral – Approbation du projet et demande de subventions**

**M. FORCADA :** Dominique JOLIS-PAILHIEZ.

**Mme JOLIS-PAILHIEZ :** Bonsoir. Création d'un restaurant scolaire à l'école Mistral, approbation du projet et demande de subventions.

Il est nécessaire, pour le plus grand confort des enfants, de décharger le restaurant scolaire situé rue Marceau, actuellement en situation de sureffectif. Ainsi, la création d'une unité de restauration au sein de l'école Mistral permettra d'améliorer les conditions d'accueil des élèves du primaire, de réduire les temps de trajet et d'améliorer le confort des enfants ainsi que la qualité du service de la restauration scolaire.

Le projet prévoit la transformation d'une salle de classe en un espace d'accueil équipé de lavabos, donnant sur une salle de restauration pour les enfants des cinq niveaux, un office de réchauffage et de préparation, un espace de nettoyage, ainsi qu'un vestiaire pour les agents de service. Le tout sera conçu selon le principe dit «de la marche en avant». Ce principe implique que le circuit des aliments, de l'eau et des déchets soit organisé de manière que les aliments et l'eau ne soient pas souillés.

Le dossier de consultation sera composé de neuf lots : gros œuvre, plâtrerie, menuiseries extérieures, carrelage, faïence, peinture, électricité, plomberie/sanitaires, équipements de cuisine et mobilier de restauration.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet de création de restaurant scolaire à l'école Mistral pour un montant prévisionnel de 100 000 €;
- De solliciter auprès de l'État, du Conseil régional, du Conseil départemental et de la CAF les subventions les plus élevées possibles pour le financement de cette opération.
- D'approuver le plan de financement prévisionnel suivant :
  - État 40 %
  - Conseil départemental et régional 40 %
  - Autofinancement de la collectivité 20 %.
- D'autoriser Monsieur le Maire à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération et à procéder au dépôt des dossiers de subventions.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des questions ?

**M. DENARD :** Bonsoir mesdames, bonsoir messieurs, chers collègues. Mon intervention va intéresser cette délibération n° 19, mais également les deux suivantes. Aujourd'hui, nous sommes réunis pour examiner trois délibérations qui, à première vue, pourraient sembler aller dans le sens de l'intérêt général : la création d'un nouveau restaurant scolaire, la rénovation du restaurant scolaire existant, et l'installation de systèmes de climatisation dans nos écoles. Des sujets importants, incontestablement. Pourtant, permettez-moi de dire que le timing et la méthode choisis pour les présenter interrogent, pour ne pas dire indignent.

Premièrement, sur le fond, qui pourrait contester la nécessité d'améliorer les conditions d'accueil scolaire et de restauration de nos écoliers ? Personne. Le restaurant scolaire actuel est saturé, les conditions de service sont indignes de ce que nous devons offrir à nos enfants. Les classes sont surchauffées l'été. Mais où étiez-vous ces six dernières années ? Où étaient ces projets quand il fallait les anticiper, les budgétiser, les construire avec sérieux et méthode ? Pourquoi attendre l'ultime ligne droite de votre mandat pour sortir de votre chapeau des délibérations aussi lourdes, aussi coûteuses et surtout aussi mal préparées ?

Deuxièmement, sur la forme, nous sommes à 19 jours du premier tour des élections municipales. Coïncidence ? Je ne le crois pas. Ces projets, vous les sortez aujourd'hui comme on sort un lapin d'un chapeau, alors que vos adversaires en parlent depuis des mois. Ce n'est ni plus ni moins qu'une opération de communication électorale

de dernière minute, une tentative désespérée de capter l'attention des Lézignanais en reprenant à votre compte des idées qui ne sont pas les vôtres.

Troisièmement, sur la crédibilité. Vous nous présentez des financements prévisionnels, des chiffres, des tableaux, des taux, mais où sont les engagements fermes de vos partenaires financiers ? Où sont les garanties que ces projets ne seront pas, une fois de plus, reportés ou abandonnés, faute de moyens ? Nous ne pouvons pas voter des délibérations sur la base de promesses floues et de chiffrages approximatifs. Les Lézignanais méritent mieux que des effets d'annonce. Ils méritent des engagements clairs, des financements sécurisés et une vision à long terme, pas un catalogue de mesures improvisées à la veille d'un scrutin.

Enfin, sur la méthode. Vous aviez six ans pour prévoir, pour consulter, pour construire des projets ambitieux et réalistes. Au lieu de cela, vous attendez la dernière minute pour ajouter des dossiers qui auraient dû être traités bien en amont. Cela s'appelle de l'amateurisme. Cela s'appelle aussi du mépris pour l'intelligence collective de ce Conseil et pour les attentes légitimes des Lézignanais.

Alors mes chers collègues, je vous le demande solennellement : où sont les études d'impact ? Où sont les concertations avec les parents d'élèves, les enseignants ? Où sont les garanties que ces projets ne seront pas une fois de plus des coquilles vides ? Nous ne pouvons pas cautionner une telle précipitation et une telle improvisation. Les Lézignanais attendent de nous de la rigueur, de la transparence et une gestion responsable de l'argent public. Et ce n'est pas ce que vous nous proposez aujourd'hui.

Pour toutes ces raisons, je ne peux que m'abstenir sur ces délibérations, et j'appelle mes collègues à en faire de même. Il est temps de rendre des comptes, pas de faire des promesses. Je vous remercie.

**M. FORCADA :** Vous avez oublié bien des choses, cher monsieur. On ne va pas faire un dialogue, je vous réponds tout simplement. Vous avez oublié bien des choses. C'est que nous avons déjà travaillé sur ce sujet depuis le début du mandat, et vous avez peut-être oublié que l'école Daudet a fait l'objet de l'installation d'un restaurant pour les enfants. C'était la première étape. Sur cette étape-là, ça fait 18 mois qu'on y travaille pour prévoir justement un meilleur confort, une meilleure adaptabilité. Donc, si vous aviez travaillé pendant les années précédentes, alors qu'il y avait encore plus peut-être d'élèves dans nos écoles qu'aujourd'hui, vous auriez pu faire ce constat comme nous et prendre les dispositions nécessaires. Moi le passé, c'est un constat, il ne m'intéresse que pour savoir où je vais.

**M. DENARD :** Propos hors micro

**M. FORCADA :** ...Je ne vous ai pas interrompu !

Vous stigmatisez les effectifs des écoles. Je vous en remercie.

Vous faites une tribune politique d'un Conseil municipal, vous posez des questions, vous n'attendez même pas les réponses. Alors soyez respectueux. Je vous ai respecté, je vous ai écouté, écoutez le reste. Sinon, vous n'avez pas votre place.

**M. DENARD :** Propos hors micro

**M. FORCADA :** La crédibilité des chiffres — ils sont là, ces chiffres — la garantie des moyens et la garantie des promesses, qui ne sont pas des promesses, ce sont des faits. Les promesses, elles sont de votre côté ; nous, nous faisons les actions. Donc, la convention que vous pouvez passer, vous, avec qui vous voulez, ça vous regarde, moi je la passe avec les Lézignanais et les Lézignanaises. Vous parlez des conseils d'écoles, nous y participons et nous œuvrons avec les professionnels et les parents d'élèves. Nous avons des relations et des réunions régulières avec les parents d'élèves. Donc, la méthode, je pense que vous pouvez vous en inspirer, et si vous l'aviez fait dans le passé, vous auriez été plus efficaces.

Je passe au vote. Qui est contre ? Levez les mains, s'il vous plaît. Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

**Approuve à la majorité**

**21. Demande de subventions pour la modernisation du restaurant scolaire de l'école Frédéric Mistral situé rue Marceau**

**M. FORCADA :** Madame JOLIS-PAILHIEZ.

**Mme JOLIS-PAILHIEZ :** Demande de subventions pour la modernisation du restaurant scolaire de l'école Frédéric Mistral, situé rue Marceau.

Considérant la vétusté des équipements actuels et la nécessité de mettre aux normes les locaux de restauration de la rue Marceau ;

Considérant que ce projet de modernisation vise aussi à améliorer la performance énergétique du bâtiment et la qualité du service rendu aux usagers ;

Il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le programme de travaux de modernisation du restaurant scolaire de l'école Frédéric Mistral pour un montant prévisionnel de 40 000 € ;
- De solliciter l'aide financière de l'État au titre de la DSIL (volet rénovation énergétique), ainsi que celle du Conseil Départemental et de tout autre partenaire financier, et d'approuver le plan de financement prévisionnel suivant :
  - État (DETR/DSIL) : 40 %
  - Conseil Départemental/Régional : 40 %
  - Autofinancement de la collectivité : 20 %
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget de l'exercice concerné
- D'Autoriser Monsieur le Maire à solliciter les subventions afférentes, entreprendre les démarches de consultation des entreprises et à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des observations ? On passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci, approuvé à la majorité.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité**

**22. Demande de subventions pour le programme de pose de systèmes de climatisation dans les écoles de la collectivité**

**M. FORCADA :** Dominique JOLIS-PAILHIEZ pour l'autre.

**Mme JOLIS-PAILHIEZ :** Demande de subventions pour le programme de pose de systèmes de climatisation dans les écoles de la collectivité.

Considérant les épisodes de fortes chaleurs de plus en plus fréquents dans le département, lesquels impactent les conditions d'apprentissage des élèves,

Considérant la volonté de la municipalité d'adapter le patrimoine scolaire aux changements climatiques tout en veillant à l'efficacité énergétique des installations,

Il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le programme pluriannuel d'installation de climatisations (ou systèmes de rafraîchissement) dans les écoles de la commune pour un montant global estimé à 40 000 €.

- De solliciter le soutien financier de l'État au titre du "Fonds Vert" (adaptation au changement climatique) et de la DETR.
- De préciser que les travaux pourront, le cas échéant, faire l'objet d'un allotissement permettant une intervention progressive dans les différents établissements.
- D'approuver le plan de financement prévisionnel suivant :
  - État (DETR/DSIL) : 40 %
  - Conseil Départemental/Régional : 40 %
  - Autofinancement de la collectivité : 20 %
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce programme d'investissement et à la perception des subventions.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des questions ? Une précision que je peux vous apporter, et qui vous a peut-être échappée, c'est que la climatisation dans les écoles n'était pas autorisée. La PMI ne le permettait pas. Ce n'est qu'après toutes les canicules que nous avons eues qu'il y a eu une modification statutaire. Donc, nous intervenons justement pour aller dans le sens que les lois et les règlements nous le permettent.

**M. PUJOL :** Vous parlez de 40 000 € pour tous les établissements scolaires ?

**M. FORCADA :** Non, c'est une première tranche.

**M. PUJOL :** Ce n'est pas précisé. Merci. Parce que 40 000 €, c'est un ventilateur... !

**M. FORCADA :** C'est à peu près ça, mais ce ne sera pas le cas ! Les maternelles dans un premier temps, oui, parce que c'est un peu lié.

**M. PUJOL :** Il faut préciser. Celui qui a rédigé la délibération a oublié de le préciser.

**M. FORCADA :** Il manquait un détail. Allez, on passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Parfait, adopté. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité**

## **ECONOMIE ET COMMERCE DE PROXIMITE**

### **23. Aides à l'économie. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville**

**M. FORCADA :** Mireille SANTINI.

**Mme SANTINI :** Bonsoir à tous. Aides à l'économie, soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville.

Par les délibérations n° 2018-031 du 27 mars 2018, n° 2019-144 du 13 novembre 2019 et n° 2021-139 du 13 décembre 2021, le Conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville.



Cette aide a pris la forme d'une subvention individuelle d'un montant total plafonné à 3 000 euros dont la première partie, soit 1 500 euros, est versée au bout de 6 mois d'exercice effectif de l'activité, et la seconde, soit les 1 500 euros restants, après 12 mois.

La commission municipale a examiné les dossiers suivants concernant le versement de la seconde partie de la subvention :

- Mme J.B., fleuriste dont le commerce est sis 21, cours de la République.
- Mme C.L., tapissière d'ameublement dont l'établissement est sis 10, rue Gambetta.

La commission municipale a émis un avis favorable pour ces dossiers. Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les propositions de la commission municipale et le versement de la seconde partie de la subvention pour chacun des commerces évoqués ci-dessus ;
- De verser les subventions sur l'exercice budgétaire 2026 sous conditions prévues par les délibérations visées plus haut, selon les crédits inscrits au compte 20422, opération 252 du Budget principal 2026 ;
- D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**Gérard FORCADA** : Des observations ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **MARCHÉS PUBLICS**

### **24. Adhésion l'association Réseau des achats responsables en Occitanie (RES'OCC) – Annexes**

**M. FORCADA** : Adhésion à l'association Réseau des achats responsables en Occitanie (RES'OCC)

La commande publique représente près de 10 % du produit intérieur brut français, constituant ainsi un puissant levier de promotion du développement durable. De nombreuses lois, telles que la loi Egalim de 2018, la loi AGECE de 2021, la loi Climat et Résilience de 2021, ou encore la loi Industrie verte de 2023, impactent la commande publique. Par ailleurs, le Plan National pour des Achats Durables (PNAD 2022-2025) a pour objectif l'intégration de 100 % de considérations environnementales et 30 % de considérations sociales dans tous les contrats de la commande publique.

Pour relever ces défis, les structures qui conduisent des achats soumis au Code de la commande publique ont besoin d'être sensibilisées, outillées et de disposer de retours d'expérience de leurs pairs. Les réseaux régionaux d'acheteurs publics responsables représentent un outil efficace.

C'est dans ce contexte que l'association RES'OCC a vu le jour en 2022 pour constituer et animer un réseau en Occitanie afin d'assurer la diffusion des pratiques, la montée en compétence de l'achat durable sur leurs territoires et de permettre de relever collectivement le défi d'une commande publique responsable.

Le réseau régional occitan RES'OCC accompagne ses membres dans la mise en œuvre d'achats responsables. L'adhésion à l'association permettra à la commune de Lézignan-Corbières d'accéder aux services suivants :

- La montée en compétence (sensibilisation...) des agents et des élus ;
- L'accès à un centre de ressources réservé aux adhérents,
- Des rencontres thématiques : journée régionale, réunions techniques, groupes de travail ;
- Un conseil environnemental : service gratuit pour les membres permettant d'obtenir des éléments de réponses techniques, juridiques ou organisationnels aux problèmes d'achats ;
- Des accompagnements collectifs sur la mise en œuvre de politique d'achats durable ;

- Des retours d'expérience régionale et au niveau de l'inter-réseau national,
- L'organisation de rencontres acheteurs-fournisseurs.

Le montant de l'adhésion au RES'OCC de la commune de Lézignan-Corbières, conformément aux statuts, est à celui des communes dont la population se situe entre 10 000 et 25 000 habitants. Le montant de la cotisation 2026 s'élève à 500 €. Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de la commune de Lézignan-Corbières à l'association RES'OCC pour le montant de 500 € pour l'année 2026, dans les conditions fixées dans le bulletin d'adhésion et le barème ci-joint en annexés.
- D'imputer le montant de l'adhésion et les crédits correspondants au budget principal
- De m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## FINANCES

### 25. Acomptes de subventions aux associations sur le budget 2026

*[19h51 : Madame BÉNET sort de la salle, étant intéressée à l'affaire concernant la MJC.]*

**M. FORCADA :** Les acomptes de subventions aux associations sur le budget 2026. Nous en avons trois :

- Celui de la Maison des Jeunes et de la Culture pour 50 000 € ;
- L'UFL, donc le foot à Lézignan, 5 500 € ;
- PROM'AUDE 10 000 €, mais avec une condition : si l'événement est maintenu.

Ces avances seront prélevées sur l'article 65748 du budget principal 2026 et déduites du montant définitif de ces subventions qui seront validées ultérieurement. Il est donc proposé au Conseil municipal :

- De verser des acomptes sur subventions 2026 tels que décrits plus haut ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget primitif 2026 au compte 65748
- De m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Il convient d'en délibérer.

Une précision pour PROM'AUDE, j'ai déjà informé Xavier de VOLONTAT, le président, qu'il n'y aurait pas PROM'AUDE, à Gaujac compte tenu du cataclysme qui affecte ce site, qui aujourd'hui est dévasté complètement et qui va prendre du temps pour le remettre déjà en ordre, en sécurité, et puis on verra bien son avenir. Donc, il m'a dit qu'il envisageait peut-être autre chose, comme animation. On verra bien ce qu'il pourra proposer pour la suite éventuelle d'une manifestation de territoire.

Donc si vous voulez bien, on passe au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous en remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

*[19h54 : Madame BÉNET revient dans la salle].*

### 26. Sollicitation d'un financement auprès de la CCRLCM pour le projet de rénovation de la rue Gérard Philippe

**M. FORCADA :** Le dossier suivant, c'est la sollicitation d'un financement auprès de la Communauté de communes pour le projet de rénovation de la rue Gérard Philipe. La CCRLCM étant un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), celle-ci ne peut pas intervenir dans le champ des compétences qui lui ont été transférées par les communes membres eu égard au principe de spécialité qui la régit. Par dérogation à ce principe, la loi autorise la Communauté de communes à verser des subventions à leurs communes membres. Ces subventions, appelées fonds de concours, sont destinées à financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement. Il s'agit d'un mécanisme dérogatoire qui permet à l'EPCI de participer au financement d'un

équipement relevant de la compétence de la commune. Conformément à l'article L5214-16-V du CGCT, le versement d'un tel fonds de concours ne peut être décidé qu'après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et du conseil municipal concerné. La commune bénéficiaire doit apporter un financement, hors subventions, au moins égal au montant du fonds de concours versé par l'EPCI à fiscalité propre, dont elle est membre. La commune souhaite solliciter l'octroi d'un fonds de concours pour son projet de réhabilitation de la rue Gérard Philipe. Le projet consiste en un réaménagement complet de la voie d'accès desservant le nouvel Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de notre commune. Cet équipement structurant est actuellement en phase finale de construction et son ouverture officielle est programmée — il était programmé pour la fin d'année 2026 — juin 2026. Afin de garantir un accueil optimal des résidents, des familles et des personnels de santé, l'adaptation des infrastructures routières environnantes est devenue une priorité immédiate et notamment celle de la rue Gérard Philipe.

L'aménagement et la rénovation de cette voie visent trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la circulation : repenser le profil de la voie pour faciliter l'accès à l'établissement ainsi que le croisement des véhicules et l'accès des services de secours.
- La maîtrise des flux de circulation : mise en place d'une signalétique et d'un tracé permettant une meilleure gestion du trafic induit par l'activité de l'établissement (les visites, les livraisons, la logistique médicale).
- La rénovation technique : réfection structurelle de la chaussée, celle-ci étant particulièrement dégradée par les années et le passage récent des engins de chantier.

Alors que les travaux lourds de construction de l'EHPAD sont désormais quasiment achevés, la réhabilitation de la voirie constitue la dernière étape cruciale avant l'exploitation du site. L'intérêt de ce projet dépasse largement les frontières communales. En effet, compte tenu de la capacité de cet établissement et de la rareté de telles structures, il revêt un caractère supra-communautaire, voire départemental.

Cet EHPAD est un outil essentiel au service de la santé publique pour le territoire, drainant des usagers et des professionnels venus de tout le département. En procédant au lancement de ces travaux de voirie, la collectivité s'assure d'être parfaitement opérationnelle pour l'ouverture de l'établissement. Cette anticipation permet d'éviter toute coactivité dangereuse entre les travaux publics et l'arrivée des premiers résidents, garantissant ainsi une mise en service sécurisée et fluide.

Le plan de financement de cette opération est le suivant :

Montant du projet (estimé)	450 000,00 e
Montant du Fonds de concours	50 000,00 €
Montant financé par la commune	400 000,00 €

Il est ainsi nécessaire de procéder à la réhabilitation de la «rue Gérard Philipe» en vue d'améliorer la circulation afin de faciliter l'accès au nouvel EHPAD, en vue de maîtriser les flux de circulation par la mise en place d'une signalétique et d'un tracé et en vue de procéder à la réfection structurelle de la chaussée en raison de sa dégradation. D'autre part, le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assuré hors subventions par la commune.

Il est demandé au Conseil municipal :

- De solliciter un fonds de concours auprès de la CCRLCM d'un montant de 50 000 €
- De m'autoriser à effectuer toutes les démarches et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

Des remarques ? Pas de question ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

[20h00 : M. Daniel LARRIGOLE quitte la salle]

## 27. Débat d'orientations budgétaires 2026

**M. FORCADA :** Le débat d'orientations budgétaires 2026 et les annexes.

L'article L2312-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que le maire présente au Conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, sur les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure de la dette. Néanmoins, pour les collectivités ayant adopté le référentiel M57, la présentation des orientations budgétaires intervient dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget. Ce rapport doit donner lieu à un débat au sein du Conseil municipal.

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) est venu modifier les articles du Code général des collectivités locales relatifs au débat d'orientations budgétaires (DOB). Il est ainsi précisé que l'assemblée délibérante doit désormais prendre acte de la tenue du DOB et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB par une délibération.

Le Conseil municipal est donc invité à débattre des orientations budgétaires de la commune pour l'année 2026, en se fondant sur le rapport d'orientation budgétaire annexé à la présente délibération.

Donc, nous ouvrons le débat et nous allons voir également à l'écran les différents slides qui vont passer.

La première partie de ce ROB, le rapport d'orientation budgétaire, les perspectives économiques pour 2026 ; la partie 2, les éléments de contexte des principales dispositions budgétaires et fiscales de la loi des finances pour 2026 ; la partie 3, le bilan financier de 2025.

### Perspectives économiques pour 2026

Au niveau national, le pays souffre d'un déséquilibre structurel entre les dépenses sociales rigides et les recettes fiscales atones. Cette situation place la charge de la dette en tête des dépenses budgétaires, faisant de la France l'un des pays les plus déficitaires de la zone euro. L'instabilité institutionnelle de l'exercice 2026 marqué par le recours à l'article 49-3 souligne l'urgence de redressement financier. Un ajustement manuel de 20 milliards d'euros est jugé impératif pour stabiliser la dette et garantir la souveraineté nationale.

### Éléments de contexte des principales dispositions budgétaires et fiscales de la loi des finances pour 2026

La France subit donc le déséquilibre entre dépenses sociales et recettes, rendant impératif un ajustement structurel annuel de 20 milliards d'euros. Le contexte mondial est freiné par le protectionnisme américain et une baisse de la demande, malgré la résilience de certains pays émergents. Le projet de loi de finances de 2026 vise un déficit de 4,7 % du PIB, mais l'absence de vote a imposé le recours au douzième provisoire. Pour les collectivités, ce régime entraîne une inertie des dotations et paralyse le lancement de nouveaux projets comme le fonds verts. Bien que les salaires et services soient sécurisés, les directions financières doivent adopter une stratégie de prudence jusqu'à la clarification législative.

Le bilan financier 2025 pour la collectivité s'appuie sur un excédent de fonctionnement de 850 000 € et un report de 4 730 000 € pour garantir sa résilience financière. Un effort d'équipement soutenu de 5 980 000 € est déployé pour moderniser le patrimoine communal financé par l'autofinancement et les réserves. Le résultat global consolidé de 4 280 000 € confirme la viabilité de cet exercice tout en assurant la continuité du service public.

### Analyse des recettes et dépenses de fonctionnement

Le budget de 2025 se caractérise par une maîtrise des dépenses de fonctionnement pilotées avec une grande rigueur. L'investissement est rendu possible grâce à un report d'excédent de 4 730 000 € compensant la faiblesse des recettes d'équipement. Malgré une baisse de 22 % des bases de la taxe d'habitation passant de 1 850 000 € à 1 439 000 €, la collectivité maintient ses taux d'imposition inchangés. Je rappelle que depuis 2020, nous n'avons touché à aucun des taux, notamment pour le foncier bâti. La croissance des bases du foncier bâti a pris + 2,18 %. C'est l'état qui permet au produit fiscal direct total de progresser légèrement pour atteindre 7 349 000 € en prévisionnel 2025.

### Évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF)

On observe une mutation structurelle de la dotation globale de fonctionnement avec une érosion de 2,49 % de la dotation forfaitaire. La dotation nationale de péréquation reste globalement inférieure à son niveau initial, malgré une légère hausse en 2025. À l'inverse, la dotation de solidarité urbaine progresse fortement, passant de 1 810 000 € à 1 980 000 € sur la période. La croissance de l'enveloppe totale, 3 130 000 € en 2025, repose ainsi exclusivement sur le dynamisme de cette péréquation verticale. Cette réorientation confirme un basculement des lois de finances vers une solidarité territoriale plus sélective et ciblée.

#### Évolution de la section investissement

La volonté d'équipement connaît une montée en puissance marquée, les dépenses engagées doublant presque pour atteindre près de 6 millions d'euros en 2025. L'exercice 2024 a constitué un pivot opérationnel avec un bond des recettes de plus de 100 %, témoignant d'une forte capacité à capter des financements externes. Vous pouvez voir qu'en matière de dépenses, en 2023 on était à 3 millions presque 200 000 €. On est passé à 3 940 000 € et on est à 5 987 000 €, pour des recettes en face : en 2023 de 2 800 000 €; 2024, 6 640 000 € et en 2025, 4 190 000 € presque. Donc, cette montée en puissance marque les dépenses engagées, doublant presque pour atteindre près de 6 millions d'euros.

#### Programmation 2026 des investissements

Ça mérite de voir les chiffres, mais peut-être que sur le tableau, vous n'allez pas très bien les voir, alors je vais vous les commenter.

Le programme d'investissement est sur plusieurs thèmes.

- **Structurants :**
  - L'aérodrome, ce dont on a parlé tout à l'heure, 400 000 ;
  - L'héliport, 100 000 €;
  - La révision du PLU, 20 000 €;
  - L'OPAH-RU, 120 000 €;
  - Le remplacement de la chaudière de la Maison des jeunes, 100 000 €;
  - Étude préalable du réceptif, 50 000 €.
- **Voirie :**
  - Programme voirie 2026, 350 000 €, plus la rue Gérard PHILIPPE qui fait presque 450 000 €.
  - La signalétique pour toujours renouveler chaque année pour 100 000 €.
  - Ensuite, pour le Cours de la République, les parasols, on en a pour 100 000 €.
- **Ressources et sécurité :**
  - Le matériel dont la laveuse sol Palais des fêtes, les véhicules du service technique, il y en a pour 200 000 €.
  - L'ascenseur plus l'aménagement de l'ancien local qui était occupé par la Caisse primaire d'assurance maladie, c'est 230 000 €.
  - Les bâtiments publics sur l'ensemble, c'est 400 000 €.
  - L'informatisation 2026, on y attribue 80 000 €.
  - Du matériel de communication pour 10 000 €.
  - Les alarmes des écoles pour 30 000 €.
  - La rénovation du patrimoine culturel, il y en a pour 40 000 € également. L'église a pris l'eau avec les grosses intempéries qu'on a vécues, donc à l'intérieur, ce n'est pas ce qu'il y a de mieux.
  - Le matériel PM (caméras, drones, etc.), c'est pour 79 000 €.
  - La rénovation de la résidence des Pins, un budget de 40 000 €.
- **Enfance et loisirs :**
  - Rénovation pour la piscine (machinerie et toit) qui est à améliorer, 45 000 €.
  - La création du restaurant scolaire MISTRAL, on en a parlé, pour 140 000 €, et donc les études également.
  - La rénovation du restaurant scolaire rue Marceau pour 30 000 €.
  - Programme d'amélioration pour 13 000 €.
  - Les climatisations, on l'a vu, pour 5 000 € pour la salle Pelloutier.
  - Pour les autres écoles, salle fraîche, 40 000 €.

- La numérisation archives, c'est le fonds Costesèque, c'est déjà objectivé et on a déjà le devis, c'est 5 000 €.
- L'état civil, pour les armoires ignifugées, c'est 12 000 €.

Pour un total de 3 180 000 €.

Donc une enveloppe qui est allouée à l'investissement, ce qui correspond à presque 300 € par habitant, 299,38 €. L'attractivité territoriale : le programme d'investissement mise sur le rayonnement de la collectivité, notamment à travers le développement du pôle aéronautique.

Pour la sécurité, une priorité majeure est accordée à la sécurité physique des personnes, ainsi qu'à la protection des données numériques.

Éducation et climat : les infrastructures scolaires seront modernisées pour favoriser l'épanouissement de la jeunesse tout en s'adaptant aux enjeux climatiques.

La souplesse de gestion, c'est la collectivité qui conserve une agilité opérationnelle, permettant d'ajuster l'exécution des crédits face aux imprévus et aux urgences de sécurité. Comme objectif final, la gestion qui vise à honorer les engagements en faveur de la qualité de vie des administrés et de la continuité du service public.

#### Financement des investissements

La stratégie repose sur une mobilisation optimisée des fonds pour soutenir un programme d'équipement ambitieux. Un prêt d'un million d'euros contracté en 2025 sera versé en 2026, complété le cas échéant. Dans l'attente des subventions officielles, puisque l'on n'a pas encore demandé les subventions, la collectivité sécurise ses projets grâce à ses fonds propres et une programmation avec une gestion rigoureuse des dépenses et une optimisation de la commande publique. Cette approche permet de maintenir un effort d'investissement soutenu tout en maîtrisant la capacité de désendettement de la commune.

#### Budgets annexes

Pour l'eau potable, sur l'ensemble de la période, le résultat dégagé augmente pour atteindre 1 532 000 fin 2025. Les résultats des exercices écoulés, si on prend les trois dernières années : le résultat de 2023 était de 732 596 €. En 2024, 1 007 172 €. Et pour 2025, on est à 1 531 959 €. Pour un encours de dette, en 2023 qui était de 3 172 000 €, qui est passé à 476 423 € en 2024 et en 2025 à 448 644 €.

Sur l'ensemble de la période, le résultat dégagé augmente pour atteindre 1 532 000 € fin 2025 et l'encours de dette se réduit sur la période.

L'assainissement, toujours sur les trois périodes pour avoir une vue, un résultat d'exercice 2023 qui était de 468 425, toujours positif bien sûr. 2024, on est à 481 838 et en 2025 on est à 434 986. Et un encours de dette toujours, de 2023 qui était de 744 140, on est passé en 2024 à 651 695 et en 2025 on est à 557 893. Donc, le résultat du budget assainissement reste stable sur l'ensemble des trois derniers exercices et l'encours de dette poursuit sa baisse tout à fait naturellement.

#### Ressources humaines

En matière de ressources humaines, le montant total de la masse salariale de janvier 2025 à décembre : 6 723 072 €, je vous fais fi des centimes : les titulaires 85,12 %, les contractuels de droit public 14,12 %, les autres 0,75 %, ça ne concerne que 50 000 €, et les vacataires 0,01 %, pareil, 664 €.

Notons que le niveau du chapitre 012, les salaires, en 2022, était de 6 320 000 €. En 2023, 6 230 000 et en 2024, 6 524 000 €. La masse salariale moyenne s'élève avec une forte stabilité statutaire. Portée à plus de 80 % d'agents titulaires, les effectifs sont majoritairement composés d'agents d'exécution catégorie C, donc 89 % de la structure globale. L'encadrement 9 % des agents de la catégorie B et 2 % de la catégorie A pour des fonctions de direction et d'expertise.

L'absentéisme, c'est important toujours dans l'administration. On constate en 2025 le niveau le plus bas depuis six ans, avec 3 411 jours. Le taux d'absentéisme global s'établit désormais à 6,26 %. On observe plus d'agents absents, mais pour des durées beaucoup plus courtes. Cette amélioration s'explique par un recul massif des congés de longue maladie. Cette dynamique renforce la continuité du service public et la solidité financière de la collectivité. Pour notre gouverne également, en 2020, c'était 5 144 jours. En 2021, 6 029 jours. 2022, 7 029 jours, on était passé par le Covid. 2023, 6 062 jours et 2024, 4 222 pour arriver en 2025 à 3 411.

Les heures supplémentaires : le recours aux heures supplémentaires a chuté de plus de 42 %, passant de 10 377 à 5 947 heures annuelles. Cette baisse a permis de diviser le coût financier par deux, atteignant 131 587 € en 2025 contre 253 435 € auparavant. L'activité est désormais très ciblée sur la période estivale avec des pics d'intervention en août et septembre. En dehors de l'été, le volume reste stable, prouvant une meilleure adéquation entre la charge de travail et les effectifs. Le nombre d'agents sollicités reste relativement stable, 91 en 2025, confirmant que l'économie repose sur la réduction du travail additionnel par personne.

En 2026, le temps de travail dans la collectivité se décompose de la manière suivante :

- Nombre de jours dans l'année 366 ;
- Nombre de journées hebdomadaires de repos, soit 2 jours par semaine, 104.
- Nombre moyen de jours fériés 8.
- Nombre de congés annuels 25.  
Soit un nombre de jours travaillés de 229.
- Un nombre d'heures travaillées hors journées de solidarité 1 603 heures, arrondi à 1 600.
- Journée de solidarité plus 7 heures.  
Nombre total travaillé 1 607 heures, ce qui est la durée légale.
- Nombre de jours en 2025, c'était 104 jours. Nombre moyen de jours fériés, c'était 11. 25 de congés annuels, 225 pour les nombres de jours travaillés.  
Soit un nombre d'heures travaillées hors journées de solidarité de 1 575 heures, arrondi à 1 600 et toujours journée de solidarité à 7 heures, 1 607.

#### Gestion de la dette

Le point important concernant la gestion de la dette : l'encours de la dette est en fin 2025 à 11 329 092 €. En 2024, il était à 10 461 220 €. Nous avons 17 emprunts, et la durée résiduelle est actuellement de 12 ans et 11 mois. La vie moyenne résiduelle : 6 ans et 6 mois. Les taux annuels sont aujourd'hui à 2,94 % pour le taux annuel, le taux actuariel résiduel est à 2,64 %, le taux du marché étant à 2,61 % et la marge moyenne à 0,96 %. En 2025, la Ville a souscrit de nouveaux emprunts pour un montant de 2 millions, seul un million a été mobilisé en 2025. On peut le mobiliser bien sûr en 2026. Le taux moyen pour l'exercice est à 2,94 %, ça fait une petite augmentation du taux moyen de 0,08 % par rapport à 2024, dû à la croissance des taux d'intérêt.

La gestion de la dette : la collectivité affiche une santé financière en net redressement après une période critique. Après un pic à plus de 150 % en 2020, le taux d'endettement est retombé sous les 75 % été 2021. En 2024, le taux s'est stabilisé autour de 65 %, s'alignant sur les moyennes des collectivités comparables. Cette évolution démontre une forte capacité de désendettement et une maîtrise de l'encours de la dette. Les données définitives pour l'année 2025 n'étaient pas encore intégrées au moment de la rédaction du rapport et en cours de finalisation par notre prestataire. Comme vous le voyez, le taux d'endettement et la moyenne de la strate, on se retrouve à peine légèrement au-dessus de quelques millimètres de la strate.

Pour le dernier point, sur le tableau d'extinction des annuités jusqu'en 2045, en 2027 c'est plus haut, ce qui est évident puisque le capital s'amortit. L'extinction par type de taux se fait également de façon structurante avec une partie à taux indexé et une partie à taux fixe. La dette étant structurée, les budgets, que ce soit le principal, l'eau et l'assainissement, suivent une trajectoire maîtrisée et saine, et la collectivité atteindra son maximum de charges annuelles, environ 1 million et demi, sur la période 2026-27. La dette repose majoritairement sur des taux fixes, protégeant ainsi les finances de la volatilité des marchés. Plus de la moitié des emprunts sera remboursée d'ici 2036, pour une extinction totale de la dette en 2046. Cette baisse progressive de la charge libérera des marges de manœuvre pour programmer de futurs projets. Et quand on gère et que l'on prévoit, normalement on doit financer avec le recours à l'emprunt partiel, bien entendu, mais sur des durées qui sont celles de l'investissement et l'amortissement. C'est une règle économique, comptable, vieille comme le monde. Donc j'ouvre le débat puisque c'est un débat d'orientation. Vous pouvez poser des questions et les réponses vous seront apportées ou différées selon la nature. Je vous laisse le micro, mesdames, messieurs.

**M. PROVENT :** Monsieur le Maire, vous avez fait une présentation bien maîtrisée de la gestion de la Ville avec des objectifs ambitieux. Vous nous parlez de gestion saine, vous nous parlez de gestion maîtrisée, vous nous parlez de solidité. Pourtant, les chiffres racontent une toute autre histoire, et ils ne font pas de politique.

Les indicateurs financiers se dégradent, et ils se dégradent rapidement. La Ville s'engage dans une trajectoire préoccupante. On ne gère pas une ville avec des adjectifs, on la gère avec des chiffres.

L'épargne s'effondre. En 2024, l'épargne nette s'élevait à 1 540 000 €. En 2025, elle tombe à 350 000 €. En un an, la commune perd près de 1,2 million d'euros de marge financière. L'épargne nette représente la capacité de la Ville à investir sans emprunter, à absorber les imprévus et à sécuriser son avenir. La voir divisée par quatre en un an n'est pas un simple ajustement, c'est un décrochage alarmant. Quand l'épargne chute de plus de 1,2 million en un an, ce n'est pas robuste, c'est fragile.

Je veux parler de la dérive structurelle maintenant, des dépenses de fonctionnement. Les dépenses courantes de fonctionnement augmentent fortement, +1 055 000 €. Dans le même temps, les recettes reculent de 200 000 €. Quand les dépenses progressent plus vite que les recettes, l'épargne se dégrade mécaniquement. Ce n'est pas un accident ponctuel, c'est une dynamique installée. Quand les dépenses explosent et que les recettes baissent, la crise est programmée.

La dette ensuite : au 31 décembre 2025, la dette dépasse 11,3 millions d'euros. 4 millions d'euros d'emprunts ont été contractés entre 2024 et 2025, dont 3 millions d'euros sur 2025. La capacité de désendettement passe de 4 ans en 2024 à 8,3 ans en 2025. En un an, le délai de remboursement a doublé. Quand on compense la baisse de l'épargne par davantage d'emprunts, on ne stabilise pas la situation, on la fragilise. 11 millions d'euros de dette aujourd'hui, c'est l'impôt de demain.

L'investissement : un pic d'investissement est annoncé, largement financé par l'emprunt. Investir est nécessaire, mais investir massivement alors que la capacité d'autofinancement s'effondre revient à avancer sans filet. Emprunter pour compenser une situation financière qui se dégrade, ce n'est pas investir, c'est fuir en avant.

Les budgets de l'eau et de l'assainissement à présent sont financés par la facture des usagers. Des excédents importants sont constatés depuis quelques années tandis que la surtaxe demeure élevée. Les excédents de l'eau, ce sont nos factures. Faire des bénéfices sur l'eau et l'assainissement des habitants, ce n'est pas une performance, c'est une ponction.

Moins d'habitants : depuis 2020, près de 1 000 habitants ont quitté Léznigan pour s'installer dans les villages alentour. Moins d'habitants, c'est moins de recettes fiscales et moins de dotations. Une ville qui perd des habitants et augmente ses dépenses va droit dans le mur. La question essentielle est simple : avec plus de dépenses, avec plus de dettes, avec des factures plus lourdes, la Ville n'est pas plus propre, les incivilités continuent, les Lézniganais ont toujours le sentiment que leur quotidien ne s'améliore pas et ils nous le disent. En conclusion, vous avez une responsabilité à assumer, les faits sont clairs : l'épargne divisée par quatre, dette en forte hausse, capacité de désendettement doublée. Il s'agit d'un signal d'alerte majeur. Il est encore temps de corriger la trajectoire, car les Lézniganais méritent mieux qu'une fuite en avant. Donc moins de discours, plus de maîtrise et surtout, la vérité des chiffres contre la communication. C'est pourquoi nous vous demandons de transmettre aux Lézniganais les chiffres définitifs de votre gestion 2025 avant l'échéance électorale.

**M. PÉNAVAIRE** : Je peux ?

**M. FORCADA** : Oui, oui, bien sûr.

**M. PÉNAVAIRE** : Je vous en remercie. Je voudrais rappeler et souligner la démarche faite par le groupe Expérience et Progrès, comme vient de le dire Denis, d'avoir communication, en cette année d'élection, des comptes administratifs et de gestion avant les élections municipales du 15 mars. Nous avons déjà dit cela au Conseil municipal précédent, une exigence de transparence vis-à-vis de notre population et de respect de la démocratie. Vous n'avez pas jugé utile de rendre publics vos comptes 2025 et pourtant, dans le rapport, vous utilisez des données du 8 janvier et nous sommes aujourd'hui le 24 février. Il était encore temps de rendre publics les comptes certifiés avant le 15 mars. Les Lézniganais doivent pouvoir se faire une opinion en connaissance de cause.

Dans son intervention, Denis a démontré avec une grande clarté que votre gestion mettait en danger notre Ville. Il a également fait la preuve que le prix de l'eau doit baisser. Le premier acte de la future municipalité sera bien de faire réaliser un audit sur les comptes et sur la légalité des actes de la commune.



D'autre part, votre rédacteur a assorti ces comptes tronqués de commentaires tellement dithyrambiques qu'ils en sont caricaturaux. Je vous en conseille la lecture, c'est extraordinaire. Et alors que vous masquez les résultats catastrophiques de 2025, vous parlez aussi de recherche de subventions, alors que vous n'avez fait à ce jour aucune demande pour obtenir des subventions, à part demander les 50 000 € de la Communauté de communes que, au passage, toutes les communes ont déjà demandées et obtenues depuis bien longtemps.

Donc ce ROB, ce rapport, dit tout et son inverse, et ce n'est pas effectivement ce qu'attendent les Lézignanais. Je dirais un peu, trivialement, votre rapport, c'est du flan, conforme à ce que vous avez fait pendant la mandature. Il témoigne bien de l'urgence qu'il y a à ne pas continuer avec vous.

**M. FORCADA :** Si on avait des leçons à prendre de vous, ça se saurait (*Rire*). Vous me donnerez le nom du rédacteur des notes, ça m'intéresse de savoir qui les a écrites.

**M. PÉNAVAIRE :** C'est vous qui avez fait les notes, ce n'est pas nous.

**M. FORCADA :** Non, les remarques que vous faites, c'est pour ça. Mais les vôtres, pas les nôtres, bien sûr ! Vous y êtes habitués à ça d'ailleurs. Vous dites effectivement que les parents s'effondrent, qu'on fragilise notre avenir. Si vous y aviez pensé à cet avenir, vous auriez déjà investi il y a bien longtemps, ce que vous n'avez pas fait.

On essaie de rattraper tout ce qu'il y a à faire et il est évident qu'un mandat, même deux, même trois, ne suffiront pas. Je vous l'ai déjà dit et écrit, et ça c'est vérifiable bien sûr, quand vous avez une ville qui a un environnement à rénover en totalité, et notamment les voiries. La voirie, ça fait quand même 80 km, et 40 km sont en piteux état et nous coûteraient, si on avait les moyens de le faire, 22 millions d'euros. Donc, merci pour le résultat qu'il en est aujourd'hui.

Nous en faisons chaque année une part, mais je crois que l'investissement qui est réalisé est à la hauteur de notre capacité, parce que la capacité, vous l'ignorez, se fait, comme je l'ai déjà dit, avec un accompagnement financier. Donc, une entreprise, qu'elle soit publique ou privée, s'endette et bien entendu, elle amortit ses crédits avec sa CAF. Quand vous aurez compris ce système-là, si un jour vous êtes aux affaires, même si c'est dans le privé — parce que dans le public j'en ai peur — vous ne vous en trouverez que mieux. Donc, il y a beaucoup à apprendre.

L'investissement, vous dites que c'est un pic. Non, ce n'est jamais assez, mais il faut le mesurer. Et quand on ne le mesure pas, on n'en fait pas. C'est ce que vous n'avez pas fait pendant des années, en laissant une ville complètement délabrée. Les habitants seront juges, on s'en remettra à leur souhait et à leur décision.

Une ville plus propre, oui. Je dirais que c'est de l'amateurisme, mais on a des services qui s'occupent de ça et je n'accepte pas qu'on puisse critiquer les services qui font état tous les jours, surtout en ce moment, d'une activité, même si elle n'a pas lieu le dimanche, certes, mais toute la semaine jusqu'au samedi, y compris, présente sur la Ville, en train de déblayer tout le végétal qui est tombé et qui passe chez les particuliers. On a fait le choix de 70 ramassages chez les particuliers.

La propreté de la Ville, vous ignorez peut-être que le « Roundup » n'est plus d'actualité chez nous, en tout cas. Ça se fera, l'herbe pousse au printemps, comme chaque année d'ailleurs. Je ne sais pas si vous l'avez remarqué. Les nettoyages de rues reprendront aussi après que cette dévastation ait pris moins de temps à nos services. Partant de là, vous irez peut-être les aider, comme vous le faites très bien d'ailleurs, et je vous incite à recommencer. Au moins, vous aurez un comportement citoyen.

Et puis, on masque les résultats ? Écoutez, les chiffres parlent d'eux-mêmes et quand on vous aura confié la totalité des chiffres 2025, vous serez toujours à même d'apporter votre appréciation éclairée. Voilà, messieurs-dames.

D'autres questions ? D'autres interventions dans ce débat d'orientation budgétaire ? Mais bien sûr, Monsieur PÉNAVAIRE, allez-y.

**M. PÉNAVAIRE :** Très bien, vous avez parlé de pic d'investissement, mais c'est écrit dans votre document.

**M. FORCADA** : Oui, c'est un pic, et alors ? C'est utile.

**M. PÉNAVAIRE** : C'est une péninsule !

**M. FORCADA** : Que dis-je ? Mon cher Cyrano ! (*Rire*). Merci, Monsieur PÉNAVAIRE, merci à tous les intervenants.

Sur ce, dix dossiers de subventions ont été déposés au mois de décembre. Ça ne fait pas beaucoup de dossiers certes, mais il y en a dix. Alors après, c'est selon les montants, on verra bien ce que ça donnera. Mais c'est vrai que les retours ne sont pas toujours très engageants, compte tenu de l'intérêt qu'on peut porter pour notre ville par ceux qui distribuent les fonds.

### **Le Conseil municipal prend acte de la tenue du débat sur les orientations budgétaires**

Je remercie tout le monde. Ce dernier Conseil municipal a attiré, je vois, un public dense aujourd'hui. Je vous souhaite à tous et à toutes une bonne santé et le meilleur pour l'avenir, à vous et à vos familles. Merci.

**Monsieur le Maire lève la séance à 20h31 minutes.**

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication du procès-verbal de la séance du 24 février 2026.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal prend acte sans question ni observation**

Pour extrait certifié conforme :

**Le Maire**  
Gérard FORCADA



**La secrétaire de séance**  
Christine BÉNET

